

**Etats généraux du Vivarais – 1789**

PROCÈS-VERBAL  
DE  
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
DES  
TROIS - ORDRES DU VIVARAIS,  
*Tenue à Privas les 17, 18, 19 Décembre 1789*



A BOURG St. ANDEOL,  
De l'Imprimerie de PIERRE GUILLET,  
Imprimeur du Roi, des Etats particuliers du  
Vivarais, de Monseigneur l'Evêque de Viviers  
& du Clergé.

---

M. D CCLXXXIX.





# PROCÈS - VERBAL

DE

## L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES TROIS-ORDRES DU VIVARAIS,

*Tenue en la Ville de Privas.*

*Du Mercredi dix-sept Décembre mil sept-cent-quatre-vingt-huit, à dix heures du matin, dans l'Eglise des RR. PP. Recollets.*

LES Trois-Ordres convoqués au son de la Cloche & au bruit des Tambours de la Ville, se sont assemblés sans distinction de rang ni d'ordre, & sans observer aucune préférence entre les personnes, l'Assemblée étant composée de ceux dont les noms & les signatures seront à la fin du présent Procès-Verbal.

A ij



( 4 )

M. Dayme , Maréchal des Camps & Armées du Roi , Président nommé dans l'Assemblée des Trois-Ordres du Vivarais , tenue à Annonay le 30 Octobre dernier , a dit :

MESSIEURS,

Avant de mettre sous les yeux de l'Assemblée , les Délibérations & les arrêtés pris à Annonay par les trois-Ordres du Haut-Vivarais , auxquels les trois-Ordres du Bas-Vivarais ont adhéré , MM. les Commissaires de l'Assemblée du Haut-Vivarais , ont l'honneur de vous prier de procéder par acclamation à l'élection d'un Président de la présente Assemblée des trois - Ordres de tout le Vivarais , & de nommer par la voix du scrutin des Commissaires du Bas-Vivarais à nombre égal de ceux du Haut , pour leur être adjoints & rédiger ensemble les opérations de la présente Assemblée.

Puisse ce jour à jamais mémorable être l'époque de la félicité générale ! puisque vous allez , Messieurs , par votre zèle , vos lumières & votre sagesse , seconder les vues paternelles du Monarque , en éclairant Sa Majesté sur les véritables intérêts de cette Province , & donner au Roi des nouvelles preuves de fidélité de la part de ses Sujets du Vivarais.



( 5 )

Après ce Discours, M. Dayme a dit :  
Messieurs, je propose pour Président, M. le  
Comte de Balazuc. L'Assemblée en applau-  
dissant à cette proposition, a par acclamation  
répété le nom de M. le Comte de Balazuc,  
& l'a élu Président d'une voix unanime.

*M. le Comte de Balazuc s'est levé & a dit :*

MESSIEURS,

Vous honorez ma vieillesse d'une manière  
bien flatteuse & bien chère à mon cœur,  
en me choisissant pour présider une Assemblée  
aussi respectable, & dont le bonheur de tous  
les Citoyens a motivé la réunion.

J'ose vous assurer avec confiance, que les  
sentimens patriotiques dont vous êtes animés,  
me sont communs avec vous, & font la partie  
la plus chère de mon existence.

Les motifs les plus importans nous réunis-  
sent : Il s'agit de prendre en considération dans  
ce moment délicat, les intérêts les plus pré-  
cieux du Pays, & de réunir les vœux & les  
hommages de ses Habitans, pour les porter  
au pied du Trône.

Nous aurons, Messieurs, à nous occuper  
d'abord, d'une libre & suffisante Députation  
aux États-Généraux, & ensuite nous délibé-  
rerons sur ce qu'il paroîtra convenable de



( 6 )

faire pour améliorer notre sort , au moyen d'une nouvelle forme d'Administration intérieure, représentative de tous les Ordres des Citoyens , que nous devons attendre de la justice & de la bienfaisance du Roi , & de la profonde équité de nos réclamations.

M. le Marquis de Satillieu , l'un des Commissaires du Haut-Vivaraïs , vous développera la marche qui a été tenue jusqu'à présent pour les intérêts généraux du Vivaraïs , relativement à ces objets importants , & présentera à votre sagesse , ce qui a paru à ses Concitoyens pouvoir tendre au plus grand bien du Pays dans cette époque , qui semble favorable à une restauration générale du Royaume & de chacune de ses parties , & qui paroît conduire à la destruction de cette foule d'anciens abus , sources réelles , fécondes , & impures des malheurs des peuples.

Sur l'invitation de M. le Comte de Balazuc , M. de Boiffy d'Anglas , membre de la Commission du Haut-Vivaraïs , & Secrétaire des trois Ordres , a lu le Procès-Verbal de l'Assemblée dudit jour 30 Octobre , dont la teneur suit.





*Du trente Octobre mil sept cent quatre-vingt-huit.*

Un grand nombre de personnes des trois-Ordres de la Ville d'Annonay & de ses environs, se sont assemblés le 27 de ce mois, pour s'occuper du grand objet de la convocation prochaine des Etats-Généraux.

A l'ouverture de l'Assemblée, si aucun desdits Membres n'a pris la parole pour les rassurer tous sur cette démarche, c'est qu'il est gravé dans le cœur de tous, que si les règles doivent être suivies dans les cas prévus, dans ceux qui ne le sont pas, le droit naturel doit dicter la conduite à tenir. Comment pourroit subsister ce sentiment précieux qui doit unir les individus à la Nation, si dans aucune circonstance l'on pouvoit blâmer ceux qui ne forment d'autres vœux que pour le bonheur de tous, & qui n'ont d'autre but que leur accomplissement ? Si la pureté des motifs n'est pas une sainte barrière contre les efforts des malveillans, qu'elle arme pourra-t-on opposer à leurs coups.

Ainsi tous les Membres de cette Assemblée bien tranquilles par le témoignage de leur propre conscience n'ont point à redou-



ter que l'on tire aucune fâcheuse conséquence de leur réunion.

Leur fidélité qui, dans tous les tems, a été & sera toujours à toute épreuve, seroit raffermie, s'il étoit possible, par les sentimens d'amour, de respect & de reconnoissance qu'ils portent au Monarque bienfaisant, dont les intentions Paternelles sont si évidemment démontrées par les Arrêts, pour la convocation des Etats-Généraux.

Afin de s'occuper d'un objet aussi important & de le faire avec ordre & méthode, l'Assemblée a reconnu la nécessité d'avoir un Président, & M. Dayme, Maréchal des Camps & Armées du Roi, a été élu unanimement pour la présider.

L'objet connu de tous ceux qui la composoient, étoit qu'à la convocation des Etats-Généraux il paroîssoit indispensable que la Province de Vivarais y eut des Représentans ; sa Population, l'industrie de ses Habitans, les améliorations dont elle est susceptible pour l'avantage de la chose commune, sont des titres trop réels, pour qu'il y ait aucun doute qu'elle n'obtienne cette faveur. De la nécessité d'avoir des Représentans, il s'ensuit, que, pour remplir le Vœu général, ils doivent être élus librement & choisis dans les  
trois



trois-Ordres, suivant la proportion la plus naturelle.

Cette opinion de l'Assemblée, est tellement fondée en raison & en justice, qu'elle ne peut avoir aucune incertitude sur l'adhésion de tout Habitant du Vivarais, de quelque Ordre qu'il soit; mais, pour mieux juger de son importance, il a été décidé de faire un arrêté motivé & conforme aux principes adoptés, pour avoir, aux Etats-Généraux, des Représentans du Vivarais, élus librement & choisis dans son sein.

En conséquence, l'Assemblée a choisi dans les Trois-Ordres, six Commissaires, pour travailler conjointement avec M. le Président, à la rédaction d'un projet d'arrêté: ces Commissaires ont été M. l'Abbé Colonjon, M. le Marquis de Satillieu, M. de Canfon, M. Chaumel, Avocat du Roi, M. de Boiss d'Anglas, & M. Monneron aîné.

L'Assemblée a réglé, que la lecture dudit projet d'arrêté, se feroit le Jeudi suivant, trente du mois, à onze heures du matin, à l'Hôtel de Ville d'Annonay, & que l'on profiteroit de cet intervalle, pour avertir le plus grand nombre possible de personnes des trois Ordres, afin qu'elles pussent se trouver ledit jour à cette lecture.

Cette première Assemblée a eu lieu dans



une Maison particuliere, & pour les places on n'a eu aucun égard au rang, à la naissance & à l'âge des personnes, sans que cela puisse faire loi, & tirer à conséquence pour l'avenir.

Et aujourd'hui trente Octobre, à l'Hôtel de Ville d'Annonay, l'Assemblée a été de la même maniere & sous les mêmes réserves.

Après un court exposé de motifs qui ont occasionné la présente Assemblée, sur l'invitation de Mr. Dayme, M. de Boissy d'Anglas, a fait lecture du projet d'arrêté, ainsi qu'il est ci-après transcrit.

Nous soussignés, Membres des Trois-Ordres du Pays de Vivarais, réunis en la Ville d'Annonay, & autres absens, mais adhérens par leur signature, tous vivement frappés de l'importance pour la Nation, de la tenue prochaine de ses Etats-Généraux, convaincus que l'on ne peut répondre plus efficacement aux vues bienfaisantes de Sa Majesté, qu'en s'occupant d'un aussi grand objet, avons considéré :

Que la Nation ne peut être représentée que par elle-même.

Qu'elle est formée de la réunion de tous ceux qui s'honorent d'être français.

Que tous ayant un intérêt égal à la chose publique, doivent chacun dans leur Or-



dre respectif, être également appelés à le stipuler.

Que tous les Membres de la Nation ne pouvant être admis à son Assemblée générale, il a fallu que cette Assemblée fut composée seulement d'un certain nombre de leurs Représentans, tous également & librement choisis par un suffrage volontaire.

Qu'il seroit contraire à la constitution de la Monarchie, & aux droits imprescriptibles de la Nation, qu'elle put être représentée de toute autre manière, & par des Représentans, dont la nomination ne seroit pas l'effet d'une élection libre, & uniquement adaptée à la circonstance.

Que ce seroit anéantir les droits de la Nation.

Qu'il est de l'essence de toute représentation, d'être faite par le libre choix de ceux qui doivent être représentés.

Que l'intention du Roi, en rassemblant les Etats-Généraux de son Royaume, est, que la Nation y soit représentée par des hommes librement élus, par elle.

Que, s'il en étoit autrement, il n'y auroit qu'un échange d'autorité entre le Roi & ceux qui seroient chargés de représenter la Nation, sans que la Nation eut pour cela plus de liberté.

Que Sa Majesté a clairement & essentielle-



ment manifesté ses paternelles intentions, soit par son Arrêt du Conseil du mois de Juillet dernier, soit par celui du mois de Septembre suivant, soit par la convocation des Notables de son Royaume.

Que le Vivarais formant un Pays particulier, possédant une population de plus de trois cents mille âmes, des Villes commerçantes, des Campagnes les plus peuplées du Royaume, où l'industrie & le travail portés au plus haut degré, ont vaincu l'ingratitude du sol, & triomphé en plusieurs lieux de l'apreté du climat, contribuant enfin dans une très-forte proportion aux charges du Royaume; étant comme le reste de la Nation dans l'obligation indispensable de contribuer à soutenir la gloire, & la prospérité de l'Etat, doit avoir comme elle, le droit d'être représenté dans l'Assemblée des Etats-Généraux, & celui d'assister, par des Députés librement élus à la discussion des intérêts qui leur seront soumis, puisque ces intérêts sont les siens propres.

Considérant de plus, que l'Assemblée des Notables du Royaume, qui, suivant la volonté du Roi, doit régler la forme à suivre dans la convocation des Etats-Généraux, & la proportion des Députés pour chaque Province, a été convoquée, sans qu'il y ait été



appelé un seul Membre d'aucun des trois Ordres du Pays de Vivarais.

Que le Vivarais justement allarmé d'une omission, qui peut lui faire craindre de voir ses droits méconnus, ne peut garder un silence passif.

Qu'il doit au contraire réclamer en sa faveur les droits dont va jouir le reste du Royaume, & qui sont aussi les siens, & porter au pied du Trône ses équitables & respectueuses réclamations.

Par ces considérations, il a été unanimement arrêté :

Que le Vivarais doit avoir, comme le reste de la Nation, l'avantage d'être représenté aux Etats-Généraux, par un nombre suffisant de Députés, pris dans ses Trois-Ordres, & élus par un Suffrage libre & volontaire.

Qu'il ne pourroit être légalement représenté, dans cette Assemblée Nationale, par des hommes choisis hors de son sein, & qui n'auroient pas été librement & volontairement élus par ses différens Ordres.

Qu'il doit être autorisé, à assembler ses trois Ordres, pour procéder d'une manière libre, à l'élection de ses Représentans.

Que le nombre des représentans qu'il pourra élire dans tous les Ordres, doit être fixé, en égard à sa population, & à sa contribution



aux Charges de l'Etat, c'est-à-dire, à sa portion d'intérêt, à la chose publique.

Qu'il sera en conséquence adressé un Mémoire au Roi, pour lui exposer les Droits du Pays de Vivarais, & pour le supplier de les prendre en considération, lorsqu'il daignera convoquer les Etats-Généraux, en lui adressant, à cet effet, comme au reste de la Nation, ses Lettres de convocation nécessaires, suivant la forme qu'il aura déterminée, par rapport au reste du Royaume.

Que, vû le peu de tems qui doit s'écouler jusques à l'Assemblée des Notables, les Porteurs du présent arrêté, sont par cela seul autorisés à rédiger le susdit Mémoire, à l'adresser, tant au Roi, qu'aux autres personnes à qui il sera convenable d'en donner connoissance, & à le signer, comme y étant suffisamment autorisés par ceux qui auront signés le présent arrêté, dont les signatures vaudront, comme si elles étoient apposées au bas dudit Mémoire.

Que tous les membres des Trois-Ordres dudit Pays de Vivarais, seront invités à l'Assemblée, en lieu & jour convenable, pour aviser aux démarches ultérieures.

Qu'en attendant, copie du présent arrêté, sera adressée à tous les membres des Trois-Ordres qui se trouvent absens, avec invitation d'y adhérer.



Après lecture faite dudit projet d'arrêté, mis sous la date du vingt-sept Octobre, parce qu'il avoit été délibéré à l'Assemblée de ce jour; aucun de ceux, présens, à ceux d'aujourd'hui trente, n'y ayant fait d'objection, mais au contraire offrant d'y donner son approbation par sa signature, il a été mis, sur le Bureau, douze copies dudit arrêté, qui, toutes ont été signées par les personnes ci-après désignées. MM. Dayme, Maréchal de Camp, Moreton, de Serres, Boissi d'Anglas, Baron de la Roque, Marthoret, conseiller en la Sénéchaussée, Leorat de Picaufel, Curé d'Annonay, Lapras de Missols, Château-neuf du molard, Bailli de Tournon, Desfrancois Delolme, Lieutenant-Général en la Sénéchaussée, Monteil de Corsas, Chevalier de Missols, Lieutenant-Colonel, Veyre de Soras, Chevalier de St. Louis, Chapuis, Greffier en chef en la Sénéchaussée, Bozas, de l'Isle de Charlieu, le Chev. de Château-neuf, St. Priest de Château-neuf, pour mon fils, de Vault de Pleyne, le Marquis de Satillieu, Colonjon, Chanoine Capiscol, Chev. Blachier de Fresnel, Murol, Avocat au Parlement, Rocoules, Clavel de Veirans, Lombard de Mars, Laiffagne, Lieutenant-Colonel d'Infanterie, Baron de Canfon, Peirot Delorme, Demeure, Conseiller, Chabert, Talancieu, 1<sup>er</sup>. Consul



de Boulieu , Montgolfier , Chevalier de l'Ordre du Roi , Moreau de la Belire , A Jullien du Vivier , Monneron , Fournas d'Ay , Montgolfier , Chanoine , Desfrancois , ancien Conseiller , Fournas de Bresnaud , Seigle , Député de Boulieu ; Veron de Larama ; Frachon , Fraisse , Mignot , Puret aîné , Duret , Docteur Médecin , Gardon , Choveton , Député de la Communauté de Boulieu , Chomel de Jarnieu , Gacon , premier Consul-Maire d'Annonay , Peiron , Gautier , Consul de Serrières , Bechetoile , Gardon , Monneron Chanoine , Duret , Chomel de Midon , Grangier , Chaleat , Curé de Peaugres , Chaumel , Avocat du Roi , Molin , Tourton , Montagnon .

Sur la proposition faite , qu'il conviendrait de nommer une Commission , pour agir , en conséquence de la signature de l'arrêté , & pour veiller plus particulièrement aux intérêts de la Province du Vivarais , il a été convenu ; 1°. Que cette Commission seroit composée de vingt-quatre Personnes . 2°. Que , selon l'exigence des cas , elle pourroit être augmentée . 3°. Que douze Membres seroient pris actuellement , dans le nombre de ceux qui composent l'Assemblée . 4°. Que les douze autres places seroient réservées , ainsi que l'augmentation des Places , si elle a lieu , aux adhérens audit arrêté .

Sur



Sur celle de nommer avant tout un Président, M. Dayme a été de nouveau élu unanimement.

Pareille unanimité a été en faveur des six personnes déjà choisies pour être des douze Commissaires, & à l'égard des six autres, chaque Ordre les a choisies librement, ou par la voie du scrutin, M. l'Abbé Montgolfier pour le Clergé, MM. de Monteil & de Serres, pour la Noblesse, MM. Desfrancois Delolme, Duret, Négociant, & Duret, Médecin, pour le Tiers-Etat.

Etant nécessaire de nommer un Secrétaire, M. de Boissi d'Anglas a été chargé unanimement d'en remplir les fonctions qui seroient néanmoins compatibles avec sa qualité de Commissaire, ce qu'il a accepté.

L'intérêt de tous les habitans, soit du Haut, soit du Bas-Vivaraïs, étant essentiellement le même, il a été arrêté de leur faire connoître le vœu de cette Assemblée, & les inviter à faire cause commune par leur adhésion. L'Assemblée a accepté avec reconnoissance l'offre que MM. le Marquis de Satillieu, le Baron de la Roque, Jullien du Vivier, & Fournat de Bresenaud ont faite de se transporter jusques dans le Bas-Vivaraïs, & chemin faisant, de donner connoissance aux Villes, Bourgs & Communautés sur leur route, de l'arrêté



& des motifs qui y ont donné lieu. M. de Monteil de Corfàs a bien voulu offrir ses bons Offices pour faire connoître ledit arrêté, dans une très-grande partie du Haut-Vivarois, ce que l'Assemblée a accepté avec reconnoissance.

L'Assemblée ayant trouvé convenable de mettre le plutôt possible sous les yeux des Ministres, & des gens en place, l'exposé de ses démarches & de ses réclamations, elle a délibéré d'adresser dans ce jour même sondit arrêté, avec une Lettre signée du Président & du Secrétaire à M. de Villedeuil, Secrétaire d'Etat, ayant le Département de cette Province, à M. Necker, Ministre d'Etat & Directeur-Général des Finances, à Mgr. l'Archevêque de Narbonne, l'un des Notables, à M. le Comte de Perigord, Commandant de la Province, à M. le premier Président du Parlement de Toulouse, à M. le Procureur-Général, à M. l'Intendant du Languedoc, à M. le Comte de Montchenu, Commandant en Vivarois, ce que MM. les Commissaires ont promis de faire conformément au vœu de l'Assemblée, qui regrette que les circonstances ne lui permettent pas d'attendre, pour faire cet envoi, de pouvoir joindre à son arrêté, l'adhésion de tous les Membres des Trois-Ordres du Pays, auquel elle a précédemment dé-



libéré d'en donner communication. Dayme,  
Maréchal de Champ, signé, Boissy d'Anglas,  
Commissaire-Secrétaire, signé.

Monsieur le Secrétaire a lu ensuite à l'Assemblée, les Lettres que la Commission a reçues de M. le Comte de Perigord, de M. le Comte de Montchenu, & de M. l'Intendant de Languedoc, dont la teneur suit, & dont il a été délibéré de faire registre.

Lettre de M. le Comte de Perigord.

*Paris le 20 Novembre 1788.*

„ J'ai reçu, Messieurs, avec la Lettre que  
„ vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le  
„ 30 du mois dernier, la Délibération prise  
„ par les Trois-Ordres du Pays de Viva-  
„ rais, pour demander qu'il soit autorisé  
„ à envoyer des Députés aux Etats-Géné-  
„ raux, & que ces Députés pris dans les  
„ trois Ordres, soient élus librement & vo-  
„ lontairement.

„ Je n'ai vu, Messieurs, dans votre ré-  
„ clamation, rien que de juste, & il n'est pas  
„ vraisemblable que l'on adopte, pour le choix  
„ des Députés, qui devront composer l'Assemblée des Etats-Généraux, d'autre forme  
„ que celle des élections libres. „



„ J'ai l'honneur d'être avec un sincère at-  
„ tachment, Messieurs, votre très-humble  
„ & très-obéissant serviteur, signé *le Comte*  
„ *de Perigord.* „      Messieurs les Com-  
missaires des Trois-Ordres du Pays de Vi-  
varais, à Annonay.

Lettre de M. le Comte de Montchenu.

*A Château-neuf de Galaure, le 1. de*  
*Décembre 1788.*

„ Messieurs, la Lettre, & l'arrêté que vous  
„ m'avez fait l'honneur de m'adresser, m'a-  
„ yant été renvoyée ici de Toulouse, je n'ai  
„ pu vous en accuser plutôt la reception,  
„ & vous témoigner combien je suis sensi-  
„ ble à cette marque de votre attention.  
„ Vous ne devez pas douter que je ne dé-  
„ fire aussi ardemment que vous, Messieurs,  
„ ce qui peut être avantageux à la Nation,  
„ & au Vivarais en particulier; les rapports  
„ que j'ai avec lui me sont trop chers, pour  
„ que je ne mêle pas mes vœux aux vôtres,  
„ pour le succès de tout ce qui peut y con-  
„ courir.

„ J'ai l'honneur d'être avec des senti-  
„ mens respectueux, Messieurs, votre très-  
„ humble & très-obéissant serviteur, signé.  
„ *Le Comte de Montchenu.*      MM. les  
Commissaires des Trois-Ordres du Vivarais.



Lettre de M. l'Intendant de Languedoc.

„ J'ai reçu avec reconnoissance, Messieurs,  
 „ l'arrêté que vous m'avez fait l'honneur  
 „ de m'envoyer. Tout ce qui peut tendre  
 „ au bien de la Province & à son bonheur,  
 „ ne peut m'être étranger, & la cause du  
 „ peuple ne peut trouver de plus dignes  
 „ défenseurs que vous, & des citoyens plus  
 „ recommandables. Je suis avec respect, Mes-  
 „ sieurs, votre très-humble & très-obéissant  
 „ serviteur. *Ballainvillier, signé. A Montpel-*  
*lier, le 4 Novembre 1788.*

Et sur l'adresse est écrit : à *Messieurs, Mes-*  
*sieurs Dayme, Maréchal des Camps & armées*  
*du Roi, & Boissy d'Anglas, Commissaires nom-*  
*més par les Trois-Ordres du Pays de Vivarais,*  
*à Annonay.*

Monsieur le Président ayant annoncé, que  
 les personnes qui avoient à faire à l'Assemblée  
 des observations utiles, & propres à lui  
 communiquer les plus grandes lumières sur  
 les objets importants qui doivent l'occuper,  
 étoient invitées à les communiquer, M.  
 Dalmas Avocat, Membre du Tiers Etat a pris  
 la parole, & a dit :

MESSIEURS,

Les troubles qui agitent les Nations, y pré-  
 parent souvent des révolutions heureuses. De



grands maux nécessitent de grands remèdes , & tel est presque toujours l'effet des crises qu'ils occasionnent , que l'ordre naissant du sein même du désordre , la paix & la prospérité publique s'élèvent sur les ruines de ces temps orageux.

Les François sembloient avoir oublié , depuis près de deux siècles , leur droit le plus précieux ; ce peuple libre , qui ne doit à son Roi que des tributs volontaires , avoit été , insensiblement & malgré lui , chargé d'une foule d'Impôts qui pouvoient à peine être supportés , sur-tout par la dernière & la plus nombreuse classe des Citoyens.

Cependant , Messieurs , c'est dans ce moment qu'on est venu demander à la Nation de nouveaux subsides , en lui montrant un abîme de dettes que l'œil n'a pas encore pû pénétrer , & dont la profondeur effrayante n'a fait depuis , que s'accroître devant les regards qu'on y a portés.

Il faut sans doute assurer , & payer des dettes , c'est le vœu de tout les bons Français : mais si elles ne se sont formées que par les désordres de l'Administration des Finances , il faut aussi connoître & tarir les sources d'un abus aussi dangereux ; & si de nouveaux Impôts sont nécessaires , ils ne peuvent être reçus que du consentement de la Na-



sion , & après avoir épuisé toutes les ressources de l'économie des réformes , & d'une plus juste répartition des Charges publiques. C'est aux Etats-Généraux qu'il appartient de discuter & de juger ces grandes questions : la convocation en a été demandée par les cours , dépositaires de la confiance de la Nation , & par la Nation elle-même , & notre Roi , à qui il suffit d'inspirer le bien pour l'engager à le faire , s'est rendu à cette réclamation générale , lorsqu'il a pu la bien connaître.

Les Etats-Généraux seront donc convoqués , Messieurs , il n'en faut plus douter : mais qu'elle doit être la forme de cette convocation , comment doivent se faire les Députations à cette Assemblée intéressante , quelle sera la proportion des Députés des différents Ordres de l'Etat ? Telles sont les questions importantes qu'on élève de toutes parts , & sur lesquelles il est nécessaire de se fixer , avant la tenue des Etats-Généraux.

Il a paru sur cette matière , de très-bons écrits , & l'on doit en particulier les plus grands éloges à celui de M. le Comte d'Antraigues , un de nos Compatriotes. Les principes les plus lumineux , sur notre constitution , sont développés avec autant d'énergie , que de noblesse , dans cet Ouvrage précieux ,



qui passera à la dernière postérité, & qui raluinerait dans tous les temps, le feu du patriotisme, s'il pouvoit jamais s'éteindre.

D'un autre côté, Messieurs, presque toutes les Provinces, les Cours, & la plupart des Villes & des Communautés du Royaume, ont pris des Délibérations, où fait des arrêtés pour éclairer la Religion du Roi, & donner l'effort à l'opinion publique, sur des objets aussi intéressants.

Dans cette commotion générale, le Vivarais n'a pas dû rester immobile : ce Pays intéressant par le nombre, l'industrie, & l'activité de ses habitans, & par sa contribution aux Charges publiques, doit sans doute avoir des Représentants aux Etats-Généraux, & des Représentants librement élus dans son sein, & parmi ses Trois-Ordres. Tel à été, Messieurs, l'objet de votre premier arrêté, du 27 Octobre dernier, & il y a lieu de croire, que c'est pour y donner la dernière sanction, & pour réunir sur ce point la généralité des Suffrages, que cette seconde Assemblée a été convoquée.

Elle pourroit aussi, Messieurs, régler les qualités des électeurs, & des éligibles, pour l'Assemblée de la Nation, se fixer sur la nature des pouvoirs qui pourront être donnés aux élus, & sur les modifications & les restrictions



trictions, dont la prudence paroît exiger qu'on accompagne ces pouvoirs : Il est sur-tout d'une très-grande importance de réclamer toutes les réformes, toutes les économies possibles dans l'Administration, & une égale répartition des Impôts, avant que d'en admettre de nouveaux. Ces anciens Privilèges, au moyen desquels les Classes les plus aisées de la société, sont celles qui contribuent dans la moindre proportion au paiement des Charges, sont de vieux abus, de vaines chimères, nées dans des siècles barbares, & qui doivent fuir devant les lumières du siècle présent.

Il n'est pas moins important, Messieurs, le savoir, dans quelle proportion les trois Ordres doivent députer. Le cri général paroît être, que les envoyés du Tiers-Etat, soient admis en nombre égal, à ceux des deux premiers Ordres réunis, & c'est le cri de la raison. Le Tiers-Etat, selon les calculs les plus probables, forme les vingt-neuf trentièmes du Royaume, il paye les sept huitièmes des Impôts, il est exclu des grâces, ces distinctions honorifiques, qui sont depuis long-temps le partage du Clergé & de la Noblesse : c'est dans cet ordre que se trouve la partie la plus malheureuse, la plus pauvre, la plus souffrante, & cependant la plus



utile de l'Etat; les Impôts chez-lui, prennent la plupart du temps sur le nécessaire : On ne peut donc se dissimuler le grand intérêt qu'il a d'assister à des Délibérations, où il s'agit toujours de sacrifier une partie de sa propriété, ou de sa liberté : & comment se refuser dès-lors à sa demande, qui ne tend qu'à avoir dans l'Assemblée de la Nation, des Députés, en nombre égal, à ceux du Clergé, & de la Noblesse, tandis qu'il ne seroit peut-être pas déraisonnable de prétendre à un nombre supérieur, & si, non relatif, au moins rapproché des rapports de sa population, de sa contribution aux Charges publiques, & des avantages que les premiers ordres ont sur lui !

Ces réflexions ne trouveront pas, je crois, de contradicteurs dans une Assemblée aussi éclairée que celle-ci.

A tous les vœux que je viens de former pour le bien général, permettez-moi, Messieurs, d'en joindre un dernier pour l'utilité particulière du Pays ; c'est de profiter de l'occasion de cette respectable Assemblée, pour solliciter de la justice du Roi, l'attribution Présidiale, en faveur de nos deux Sénéchaussées : j'aurois beaucoup de confiance dans le succès de ce vœu, parvenant à sa Majesté par le canal des trois Ordres du Vi-



varais , & Messieurs les Officiers de ces deux Sièges , le méritent bien par leur zèle & leur lumières distinguées , & sur-tout par la conduite ferme & généreuse qu'ils ont tenue dans ces derniers temps , & qui est bien faite pour leur concilier l'estime & la confiance du Souverain , & celles des Peuples de leur ressort.

Vous joindez, Messieurs , aux points que je viens d'avoir l'honneur de vous proposer, tous ceux que votre zèle, vos lumières & les circonstances présentes pourront vous inspirer. L'état où nous sommes depuis près de deux ans , est sans doute critique & fâcheux , mais avec les ressources du patriotisme , avec la régénération qui se prépare pour nous, j'aime à croire, comme j'ai eu déjà l'honneur de vous le dire , que cette crise nous aura été plus avantageuse que nuisible ; l'amour des François pour leur Roi, les portera, sans peine, à tous les sacrifices possibles, pour sanctionner & payer les Dettes contractées en son nom ; mais ils reprendront au moins leur ancien droit , celui de n'être imposés que de leur consentement & pour les vrais besoins de l'Etat.

Les évènements qui nous amènent cette régénération générale , peuvent en produire , en ont déjà produit de particulières dans



nos Provinces; voyez, Messieurs, la nouvelle constitution qui vient de s'établir dans celle du Dauphiné, qui fera à jamais le modèle des bonnes administrations, comme elle est déjà l'objet des desirs de beaucoup de Provinces voisines, & peut-être celui des méditations, du Ministre, sage & éclairé, que les Français revoyent avec tant de plaisir à la tête des Finances, & dont les vœux paroissent tendre à former l'Assemblée Nationale, sur les principes qui ont conduit cette heureuse Province à sa reconstitution.

Puissent-ils s'accomplir, tous les vœux de cette ame vertueuse & sensible, qui ne peut en former que pour le plus grand bien de l'humanité ! puissent ses grandes vues pour l'intérêt général, n'être point contrariées par les petites vues de l'intérêt particulier ! Et nous verrons sous ce Ministère fortuné, la constitution ramenée inébranlablement à son principe, les Finances publiques restaurées, la propriété & la liberté des Citoyens respectées, l'ordre rétabli, la confiance revenue, les peuples jouissant de toutes les vertus du Monarque, & le Monarque de la félicité de ses peuples, les Français raffermis dans leur caractère aimant & généreux, & la France enfin, conserver & accroître la considération bien due, à la Nation la plus puissante, & au plus beau Trône du monde.



Monsieur le Secrétaire a pris la parole , & a dit :

MESSIEURS,

Vous venez d'entendre le récit de notre conduite, l'exposé de nos motifs & de nos principes, & le résultat de nos démarches; en agissant pour la cause commune, nous nous sommes imposé l'obligation de ne rien faire que de concert avec vous; mais si les circonstances nous ont forcé d'agir d'abord sans avoir eu votre aveu, nous avons dû, Messieurs, nous hâter, de vous offrir le tableau fidèle de notre conduite passée. L'arrêté que nous avons tous signé, & qui a formé entre nous, une confédération patriotique & sacrée, étoit fondé sur les principes du droit naturel & de l'équité, qui doivent servir de base à toutes les constitutions, & il étoit dès-lors impossible que vous ne l'adoptiez pas dans son entier, vous l'avez fait, Messieurs, avec empressement, & vous avez vu, par les Lettres que j'ai eu l'honneur de vous lire, que l'autorité, loin de s'offenser de nos réclamations, en a reconnu la justice, & demandant que le Vivarais ne fut représenté aux Etats-Généraux, que par des Représentans librement élus par ses Trois-Ordres.



Nous avons demandé l'exercice d'un droit incontestable, & qu'il est impossible de ne pas reconnoître ; il sera consacré , Messieurs , n'en doutez pas ; & si l'Assemblée des Etats-Généraux est réellement celle de la Nation , nos Députés y seront admis , & ne s'y présenteront librement élus par nous , que pour y porter notre vœu.

Mais , Messieurs , il reste encore plusieurs points , qu'il est essentiel pour nous , de discuter & de résoudre , & desquels dépendent essentiellement , & la prospérité du Royaume , & la liberté de la Nation , & l'affermissement de l'autorité Royale, puisque c'est d'eux , que doivent dépendre tous les résultats de l'Assemblée de la Nation. Cette discussion , Messieurs , ne sauroit nous être étrangère , elle intéresse trop fortement la Patrie , donc nous sommes tous Membres , pour que nous puissions la regarder comme inutile , elle occupe dans ce moment les Notables du Royaume ; mais ces Notables ne sont comme nous , que des Membres de la Nation , appelés auprès du Trône , uniquement pour y porter le vœu des peuples , & non pas pour le déterminer. Le Souverain , en les rassemblant autour de lui , en en formant son Conseil , n'a pas renoncé aux lumières qu'il pourroit retirer de ses autres Sujets : Il a désiré au con-



traire, que chacun lui exposa librement son opinion, afin qu'il put, en les réunissant, prendre la détermination la plus convenable au vœu général de son peuple.

Le premier point, sans doute, étoit de déterminer, que les Députés aux Etats-Généraux, fussent volontairement élus par le libre suffrage de ceux qu'ils doivent représenter ; mais ce point arrêté, il s'en présente un qui lui succède naturellement, & qui doit être résolu par les mêmes principes ; c'est, Messieurs, que dans l'Assemblée de la Nation, les suffrages soient librement énoncés & également recueillis : A Dieu ne plaise, que j'ose faire cette injure au meilleur des Rois, de penser qu'en rassemblant les représentans de son peuple, il veuille rendre illusoire, le droit dont il lui confirme l'exercice ; non, Messieurs, il ne s'entoure de la Nation, que pour en connoître essentiellement le vœu, & ce vœu, il ne peut l'appercevoir, qu'en laissant à chacun le droit de l'exprimer avec franchise. Mais, Messieurs, les anciens usages réclamés avec tant de force par ceux à qui ils sont utiles, les anciens abus que l'on peut faire considérer comme des Loix constitutives, peuvent combattre, peut-être avec succès, les intentions patriotiques du Monarque, & ne nous laisser que l'apparence de la li-



berté : C'est donc à nous, Messieurs, à réclamer de toutes nos forces, contre les inductions qu'on en pourroit tirer ; c'est à nous à demander, que la liberté seule règne dans l'Assemblée de la Nation ; comme elle aura régné dans les élections de ses différens Membres. ( Si les suffrages doivent y être énoncés librement, ils doivent essentiellement être recueillis, & comptés avec égalité, ils doivent conserver une égale influence, avoir tous le même degré de force, contribuer de la même manière aux décisions générales ; & cela ne peut se faire qu'en les recueillant, & qu'en les comptant d'une manière individuelle. ) On a proposé de les recueillir au contraire en masse pour chaque Ordre, de laisser à chaque Ordre le soin de former en particulier son opinion, afin qu'il ne put y avoir que trois avis, celui de la Noblesse, celui du Clergé & celui du Tiers-Etat, abstraction faite du nombre de Députés, élus par chacun de ces Ordres : cette forme, Messieurs, adoptée, dit-on, par le plus grand nombre de Bureaux dont est formée l'Assemblée des Notables, mais opposée au désir paternel du Monarque, & aux lumières de ce Ministre, que la voix si puissante du peuple a rappelé auprès du Trône, est essentiellement contraire à l'équité, au



bien général de l'Etat, & à l'intérêt particulier de la plupart des Membres qui le composent ; nous devons, Messieurs, nous opposer avec courage à ce qu'elle soit adoptée ; comme nous nous sommes opposés à ce que nos représentans ne fussent pas librement élus par nous, comme nous nous sommes opposés à ce que chacun n'eût pas un droit égal, dans l'élection de ceux qui doivent être chargés de ses pouvoirs.

Il seroit en effet contraire à toute équité, que tous ayant un intérêt égal à la chose publique, n'eussent pas également le pouvoir de la disposer ; que la voix de chacun, n'eût pas dans les déterminations générales, un degré d'influence, égal à celui de toute autre voix : & c'est, Messieurs, ce qui arriveroit, si les voix n'étoient pas recueillies d'une manière individuelle, & les opinions discutées hautement, & avec liberté.

Cette forme seroit essentiellement opposée au bien général de l'Etat : Car, Messieurs, ce seroit établir entre les membres de l'Assemblée nationale, une sorte de scission, fondée sur l'intérêt particulier, tandis qu'il ne doit y avoir qu'une réunion unanime en faveur du bien général : ce seroit inviter chaque Ordre, à défendre ses intérêts particuliers, tandis qu'il ne faut l'inviter qu'à les confondre :



ce feroit établir, entre chaque Ordre, une lutte continuelle, pendant laquelle le bien du Royaume feroit mis à l'écart, & qui n'auroit pour objet, que des intérêts qui lui feroient absolument opposés.

Enfin, Messieurs, cette forme porteroit une atteinte inévitable au bien particulier de la plupart des Membres de la Nation, en les soumettant à une infériorité de pouvoir, qui leur feroit aussi funeste, qu'elle est contraire à l'équité.

Il y a trois Ordres en France, mais ces trois Ordres doivent se réduire à deux classes; les privilégiés qui sont la Noblesse, & le Clergé; les non-privilégiés qui ne sont que le Tiers-Etat. En recueillant les voix par Ordre, la classe privilégiée en a deux, puisqu'elle est formée de deux Ordres, & la classe des non privilégiés qui n'est formée que d'un seul, n'en a réellement qu'une. Ainsi, deux voix contre une, réclameraient pour la maintenue de ces Privilèges gothiques, si essentiellement opposés au bien de l'Etat; ainsi, deux voix contre une, tendroient à éloigner le poids des Subsidés, de ceux sur lesquels il ne pèse pas, pour le rejeter avec force, sur ceux qui en supportent déjà tout le fardeau.



On a réclamé par tout, pour que le Tiers-Etat, cette portion la plus nombreuse des Membres de cet Empire, eut le droit d'avoir à l'Assemblée de la Nation, un nombre de représentans, égal à celui des deux autres Ordres. La Province la plus voisine de celle-ci, a adopté, à cet égard, une proportion que nous avons admirée, que le Gouvernement a approuvée, & qui doit par tout, servir de modele. Elle a pensé que l'ordre qui contribue le moins aux charges de l'Etat, devoit avoir le moins d'influence dans son Assemblée, que celui qui contribue de la maniere la plus forte, devoit en avoir le plus; & qu'enfin, l'ordre intermédiaire entre ceux-là, soit par sa contribution aux Charges, soit par le nombre de ses membres, devoit en avoir moins que l'un, & plus que l'autre. Mais, Messieurs, vainement accorderoit-on au Tiers-Etat, le droit de nommer des représentans, en nombre égal à ceux des deux autres Ordres, si ces représentans devoient confondre leur voix pour ne pouvoir en offrir qu'une; le Tiers-Etat, quel que fut le nombre de ses Députés, ne seroit jamais que pour un tiers dans l'Assemblée-Générale, ce qui seroit essentiellement injuste. Il est donc indispensable, Messieurs, de réclamer d'avance contre toute



maniere de compter les voix, qui ne seroit pas individuelle, qui ne laisseroit pas à chaque membre de l'Assemblée son influence particulière. Mais il ne l'est pas moins de demander pour le Tiers-Etat, le droit de nommer, un nombre de Député, égal à ceux nommés par les deux autres Ordres, puisque les deux autres forment la classe des privilégiés, tandis que le Tiers, forme celle des non-priviliés, & que la Justice prescrit de donner à chacune d'elles, le même degré d'influence.

En réclamant dans cette Assemblée, en faveur du troisième Ordre, une prérogative naturelle, j'ai l'avantage de ne proposer rien qui ne soit aussi avantageux à la Noblesse qui m'entend.

En effet, Messieurs, la Noblesse, cette portion distinguée de la société, dont la gloire ajoute à celle de la Monarchie, qu'elle a si souvent défendue, dont l'éclat réjaillit même sur la classe de citoyens, qui lui est inférieure, qui lui rend par l'appui qu'elle lui prête, ce qu'elle reçoit de son industrieuse activité; la Noblesse n'a dans cette Province aucun Privilège particulier : Elle y contribue par ses subsides à la prospérité d'un Etat qu'elle défend par la valeur, qu'elle éclaire par ses lumières, qu'elle honore par



ses vertus ; elle n'est comme le Tiers-Etat , composée que de Citoyens ; elle doit donc , comme lui , demander que la classe non-privilegiée dont elle fait ici partie , ne soit pas sacrifiée à celle qui a des Privileges , l'intérêt de la Noblesse & celui du Tiers-Etat , sont , en Languedoc , absolument les mêmes : Leur vœu ne doit donc pas être séparé. Que la Noblesse défende donc le Tiers-Etat , par l'éclat de son illustration , & le Tiers-Etat lui offrira à son tour , & son importance & son nombre. Que ces deux Ordres si puissants , lorsqu'ils sont réunis , ne séparent pas leurs réclamations , puisque leurs intérêts sont les mêmes ; qu'ils ne donnent pas aux ennemis de l'Etat , le moyen de les combattre séparément avec plus de succès ; mais qu'en se réunissant par une confédération inviolable , ils opposent toujours à l'oppression , une barrière qui ne puisse être jamais surmontée.

Le moment est arrivé , où la Nation doit acquérir enfin , une constitution digne d'elle , une constitution durable , dont la force établie sur l'union , & sur la justice , assure à cet Empire , une éternelle prospérité.

• C'est , dans l'Assemblée des représentans de la Nation , sous les auspices d'un Roi citoyen , que cette constitution doit être



déterminée ; il faut donc que l'équité seule , préside à sa formation ; que les droits respectifs de chaque Ordre , y puissent être balancés : c'est de l'accord & de l'union que peut uniquement naître le bien général. Il est de l'intérêt de chaque Ordre , que nul d'entr'eux , n'entreprenne sur les droits naturels d'un autre. Car l'injustice invité à l'insurrection , & ses succès qui ne seroient que passagers , troubleroit à jamais l'ordre public. L'équilibre , détruit par la moindre usurpation , ameneroit bien-tôt l'Anarchie , & tendroit trop efficacement , à la destruction d'un Empire , dont la gloire sera la nôtre.

Non , citoyens de tous les Ordres ; vous , que les distances n'ont pu désunir , & les obstacles séparer ; vous , que le même patriotisme a rassemblé dans un même lieu , de tous les points du Vivarais , & dont le zèle a bravé jusqu'aux rigueurs d'une saison presque invincible dans vos climats ; vous ne séparerez , j'ose le croire , ni vos vœux , ni vos intérêts : Ce n'est que du concours de toutes nos forces , que notre liberté peut renaître , & que le bien général peut s'opérer. Demandons tous à la fois , & par un seul cri , le redressement de tous nos griefs , & la réparation de tous les abus qui nous oppressent. Unissons-nous à jamais par les liens



du patriotisme ; & également remplis de fidélité , de respect & de soumission envers le meilleur des Monarques , portons tous , au pied de son Trône , le tribut de nos personnes , de nos vies & de nos biens.

Et ne sommes-nous pas tous , les descendants de ces braves habitans du Vivarais , qui , en 1585 , lorsque la Nation livrée à toutes les horreurs des Guerres civiles , étoit également déchirée , & par la ligue , & par le parti Protestant , se réunirent , en un même lieu , comme nous nous sommes réunis dans le même esprit qui nous anime , & sans distinction de rang ni de parti , jurèrent tous à la fois , par un serment inviolable d'é-

» loigner à jamais loin de nous , tout ce qui  
 » pourroit leur être un sujet de discorde ,  
 » de garder & observer les Edits de pacification , de se contenir tous en paix sous  
 » l'obéissance du Roi , & de ses Lieutenants-  
 » Généraux , *sans faire aucune cause , ni entre-*  
 » *prendre les uns contre les autres , de se*  
 » *tenir avertis , si aucunes s'en fesoient par*  
 » *à après , afin de courir unanimement contre*  
 » *ceux qui voudroient entreprendre de troubler*  
 » *le repos du Pays.*





Mr. le Comte de Serres, Membre de la Noblesse du Haut-Vivaraïs , a dit :

### MESSIEURS,

Les Trois-Ordres du Vivaraïs , ont manifesté leur vœu, pour un choix libre de leurs Députés aux Etats-Généraux, par l'arrêté du 27 Octobre 1788.

Il y est dit , « que les Membres des Trois-Ordres dudit Pays de Vivaraïs , seront invités à s'assembler en lieu & jour convenables, pour aviser aux démarches ultérieures. »

Cet arrêté a été adressé aux Ministres, pour porter aux pieds du Souverain, les justes réclamations des Trois-Ordres. Il a été envoyé à toutes les Personnes, que les places qu'elles occupoient, & que les égards d'usage pouvoient indiquer; il l'a été aussi, à quelques uns de ceux, que désignoient l'estime & le respect qu'ils ont inspirés à la Nation; enfin, il a été communiqué à l'Administration elle-même.

Les réponses reçues, & la conduite du Gouvernement, portent évidemment un aveu de la pureté de nos intentions, une approbation des démarches faites & annoncées. C'est dans cette confiance, c'est sous ces auspices



auspices sacrés, que se forme l'Assemblée de ce jour.

Puisse-t-elle consacrer ici une preuve, que le patriotisme peut seul inspirer, cette fermeté sage, aussi éloignée d'une partialité qui accuse & persécute, que d'une pusillanimité qui dissimule, & laisse subsister & triompher les abus.

Animée de cet esprit, elle se pénétrera de la grandeur de l'objet, de l'importance des principes, de la pureté des motifs, de l'élevation des sentimens qui doivent la diriger.

Si le Roi cessoit d'être, le plus grand, le plus puissant des Rois, la Nation cesseroit d'être la première des Nations.

Si la bonté du Roi, est trompée, si un vain simulacre est mis à la place de la Nation, si la Nation est égarée, la gloire du Roi, la gloire de la Nation, seroit anéantie.

Si la régénération de l'Etat ne s'opère pas, l'Etat est sacrifié.

L'époque prétendue des lumières, fut, peut-être, sans exception, l'époque de la chute des Empires.

Le vice les emploie, à jeter un faux éclat sur les objets qui nous corrompent, il s'en sert pour faire illusion aux Souverains, comme aux peuples, & pour couvrir de fleurs, l'abîme où il les précipie.



Les grandes puissances qui ont disparu de la terre , l'expérience de tous les Siècles , n'attestent que trop cette affreuse vérité.

Si la France a été un instant sur le point d'être ajoutée à ces terribles exemples ; n'est ce pas un devoir de le dire ?

Déjà par un abus trompeur de ces lumières, l'orgueil, l'ambition, l'avidité, avoient pénétré le Patriotisme comme revolté, elles proscrivoient la vertu courageuse, elles recherchoient, appelloient , protégeoient , payoient l'infamie , & la foiblesse, pour la remplacer. Ces passions furieuses présentoient des projets destructeurs , comme l'unique remède aux maux qui étoient leur ouvrage : sous des expressions d'amour du bien public , la dissolution de la Monarchie étoit prononcée.

Une Province s'étoit distinguée , par la sagesse de ses vues , la justice de ses demandes , par un entier renoncement à tout intérêt , à toute prétention personnelle , enfin , par une fermeté aussi modérée qu'inflexible : cette Province est déclarée la plus coupable , le moment de sa destruction est fixé , un sort pareil est réservé à toutes les autres Provinces , aux premiers élans des mêmes sentimens qui les animent , ou la mort , ou , ce qui est pis , la lacheté d'abandonner la vraie cause du Roi & de la Patrie. O Fran-



çais ! tel est l'Arrêt lancé contre vous , l'incertitude de trouver , disons , avec plus de vérité , la certitude de ne pas trouver des Bourreaux dans des Militaires , Citoyens & généreux , a seule suspendu l'exécution de cet Arrêt fatal.

Au même instant , l'Etat est précipité vers une ruine inévitable , une banqueroute flétrissante est nécessitée , l'alarme générale annonce la première impression du danger , la Religion du Roi est éclairée , sa bonté veut sauver son peuple. Un homme d'une vertu éprouvée , est appelé , les entreprises funestes sont arrêtées , la confiance renaît , le calme se rétablit , organe fidèle des sentimens du Souverain , trop grand pour compromettre , ou trahir la gloire , ou l'autorité du Monarque , trop éclairé , trop juste , pour ne pas les distinguer de l'abus funeste de ces noms sacrés. Il ouvre l'accès du Trône , à la vérité , le Dauphiné est écouté , le succès consacre la bonté & la justice du Roi , pour encouragement , & la sage conduite de cette Province pour modèle.

La Nation est appelée , qu'elle se présente dans les mêmes principes , les mêmes vues , elle sera entendue , ses vœux seront exaucés.

Ce n'est point le Clergé , la Noblesse , ou le Tiers-Etat , que le Roi convoque , c'est



la Nation ; la proportion du nombre des voix entre les Ordres , est donc la base de sa véritable représentation , la prépondérance , sur tout , du côté des intérêts & des prétentions particulières , feroit disparoître la Nation.

Ce sont moins encore , quelques individus , ou des corps particuliers qui sont appelés. Ils allégueroient des Droits , des Privilèges. Dès-lors la Nation leur seroit sacrifiée , ce seroit donner l'essor aux attaques de l'intérêt particulier , & à l'indignation d'une défense nécessaire , du bien & de l'existence de la Nation.

Chaque Membre de ces Corps , chaque individu , appartient à un des trois Ordres , qu'il y rentre , ce n'est que là , qu'il peut être électeur & éligible.

Le choix des Députés doit être libre. La Nation doit donc repousser tout Corps , tout Privilège , toute influence qui tendroient à gêner , troubler , ou remplacer le choix.

Si le choix doit être libre , il doit être éclairé , il ne peut l'être , si les Electeurs & les éligibles ne se connoissent : pas sur ce principe seul , peut se fixer utilement , l'étendue des arondissemens , dans lesquels se feront les élections.

Inutilement la sagesse & la justice auroient



nombre de représentans pour chaque Ordre , auroient assuré la liberté du choix , auroient éclairé le choix ; il faut encore que chaque Représentant puisse donner sa voix , autrement toute proportion seroit détruite , la voix de la Nation ne seroit plus entendue.

La volonté du Roi , le salut de la Patrie , commandent impérieusement ces conditions.

Envain , on invoqueroit l'exemple des anciens Etats-Généraux , de ceux de 1614 : tout ce qui s'opposeroit à ces conditions de première nécessité , tout ce qui seroit reconnu avoir concouru à les rendre orageux & inutiles , doit être rejeté : autrement ce seroit éluder une vraie représentation , proscrire toute Délibération , juste , sage , & efficace ; ce seroit trahir les intentions du Roi , le vœu de la Patrie.

Ce seroit encore les trahir , si un zèle aveugle votoit imprudemment les sacrifices les plus nécessaires , avant d'avoir obtenu la proscription des abus , qui en rendroient l'effet , inutile pour le bien , & dès-lors funeste.

Parvenue à une tâche pénible à sa sensibilité , cette Assemblée se plâira , sans doute , à exprimer , combien elle est pénétrée des sentimens , que la naissance , les dignités , les lumières & leurs travaux , assurent à



chacun des membres qui composent l'administration de la Province de Languedoc, comme celle du Pays de Vivarais.

Si elle ne dissimule rien ; des objets trop grands , des motifs trop puissants , des sentimens trop élevés , l'animent , pour qu'elle s'abaisse à des personnalités , à des inculpations particulières.

Ce n'est pas de tel , ou de tel individu , qu'elle s'occupe ; le bien ou le mal attachés au caractère d'une personne , ne sont que momentanés , comme son existence : il est question des maux dont la source est dans le vice des constitutions , dans l'abus des places ; & qui , perpétuels comm-elles , ne peuvent que s'accroître , & entraîner la ruine & l'anéantissement du peuple , qui y est soumis.

Que sont les Etats du Languedoc , & du Vivarais ?

En rendant hommage , à la dignité , au mérite des Prélats qui en font partie , peut-on ne pas observer , que généralement nés hors de la Province , n'y possédant aucune propriété , ils ne doivent qu'aux Sieges qu'ils ont obtenus , la place qu'ils occupent , soit dans les Etats de la Province , soit dans les Etats des Pays particuliers qui la composent : Est-il possible qu'ils n'y portent pas l'influence , quelque fois les préjugés atta-



chés à une grande fortune, aux dignités, au crédit, à la faveur? Tous les autres Ecclésiastiques en sont exclus, particulièrement ceux qui connoissent, partagent, consolent, soulagent les misères du Peuple [ceux, qui seuls, pourroient faire entendre ses soupirs, exposer ses besoins, obtenir des secours toujours modiques, mais suffisants, pour l'arracher à une misère affreuse, & aux désordres qu'elle entraîne. Ces Prélats pourroient-ils, voudroient-ils être regardés, comme les représentans de l'Ordre du Clergé?

Les représentans de la Noblesse, n'offrent pas un Tableau plus fidele de cet Ordre, heureusement c'est rendre hommage à la pureté, à l'élevation de leurs sentimens, que de les invoquer contre ce qui paroît leur intérêt. Leur droit de représentation est inhérent à certaines Terres : elles peuvent être possédées par des Princes, & de trop grands Seigneurs, pour habiter & connoître la Province; elles peuvent être entre les mains des femmes, des pupiles; quelques personnes en possèdent plusieurs; une seule pourroit les réunir toutes; cependant chaque Baronnie porte une voix, elle doit être énoncée, pour former une apparence de Délibération; cette Commission est souvent remise, vendue, même aliénée à Mrs. les Baillis : ainsi



un seul avis, une seule volonté a plusieurs voix, elle pourroit les avoir toutes.

Une nouvelle Délibération, a établi, que nul ne pourroit posséder une Baronnie, sans avoir préalablement fait les preuves exigées, pour monter dans les Carrosses du Roi.

Une pareille constitution, offre-t-elle la plus légère apparence de représentation, de tous les Nobles d'une Province, admet-elle la possibilité de Délibérations éclairées & impartiales, quel usage, quelle prérogative peuvent établir un pareil droit ? l'Ordre entier de la Noblesse sembleroit seul pouvoir le transmettre; il ne le pourroit pas. Ce droit appartient à sa postérité, aussi pleinement qu'à lui même, & quand le Trône même ne porte pas le droit de faire traiter par quelqu'un à volonté du plus léger intérêt, de la moindre propriété d'un particulier, quelques terres livreroient à quelques individus, le droit transmissible à leur gré, de traiter des intérêts & des propriétés de leurs égaux, sans, & contre leur aveu.

Reconnoit-on mieux le Tiers-Etat, dans la réunion de quelques Maires, qui le sont par héritage, par acquisition, quelque fois par élection, mais par élection faite dans le cercle resserré d'une municipalité.

La forme des Etats, conserve cependant  
une



une apparence de réunion des Trois-Ordres, une apparence de Délibération ; une apparence de pluralité de voix, dans la décision des affaires ; n'est-ce pas un aveu conféré annuellement, par les signatures des intéressés même dans l'Administration ; que ces conditions sont d'une nécessité absolue, qu'elles ont été le principe, comme la base de l'Etablissement des Etats ; n'est ce pas une protestation continuelle, contre toute prescription, qui prétendrait les anéantir.

La Province écrasée, sous des poids qui s'aggravent tous les jours, est invitée à un sacrifice, elle y est déterminée, mais s'y engager sans assurer les moyens d'y suffire, seroit une démarche puérile. Ces moyens ne peuvent être assurés, que par l'anéantissement des abus, par l'établissement d'un nouvel Ordre d'Administration, qui en fixe immuablement la stabilité & le succès.

Ces abus sont inouis, mais ils tiennent aux vices de la constitution actuelle. Ils disparaîtront avec elle, écartons des détails toujours pénibles au caractère généreux de la Nation. Oui, sa générosité jettera un voile, sur un passé, elle ne recherche pas, elle ne dénonce pas des coupables ; tant de préjugés, d'erreurs, de foiblesse, égarent les hommes ; sans les rendre criminels. Ce-



lui-là seul, commenceroit à le paroître à ses yeux, qui, aveuglé par son intérêt personnel, prétendrait d'écarter un régime pernicieux jusqu'à ce jour, mais funeste dans cet instant, où il rendroit nuls, les effets de la bonté du Roi, & impossible le dévouement d'un peuple fidèle. Alors seulement, l'indignation seroit forcée de tracer le tableau aussi exact, que révoltant, de cette multitude d'abus, qui, de toutes parts, pèsent sur toutes les classes de Citoyens, excepté quelques individus qui peuvent en profiter. Jusques-là, cette Assemblée voit avec peine, les Membres actifs de cette Administration, s'éloigner d'elle; elle ne cessera de les rappeler dans son sein; c'est là que l'honneur, la gloire, les distinctions, les récompenses même, pourront être le prix de leur Patriotisme, de leur zèle, de leurs lumières, de leurs talents, elle ne sauroit soupçonner, que des dépositaires fortuits de prétendus droits qui ne pourroient jamais être les leurs, entreprennent de les soutenir par des titres imaginaires, des raisonnemens captieux, des insinuations hasardées, réunies, présentées dans l'ombre du mystère, pour séduire, égarer, faire agir des protections, que nous implorerions ici au nom du salut de l'Etat.

C'est aux yeux de tout l'Univers, que cette



Assemblée porte les justes réclamations aux pieds du Souverain ; c'est avec la même authenticité, que le respect pour la volonté du Roi, que le Patriotisme impose la Loi d'y présenter les objections, qu'on prétendrait y faire.

Je dois encore mettre sous les yeux de l'Assemblée, un objet qui mérite son attention.

Le Tribunal de Nîmes, sollicite, à ce qu'on assure, la séparation du Parlement de Toulouse, son érection en une Cour Souveraine, un arrondissement dans lequel il comprend le Vivarais, à son insçu.

Une telle opération ne peut être utilement exécutée dans des moments de trouble, dans l'effervescence de toutes les passions particulières.

Elle doit être le fruit d'un examen approfondi, fait avec tranquillité & sagesse, elle doit être précédée d'une exposition modérée & fidelle, des inconvénients auxquels il seroit utile de se soustraire, & des avantages qu'on auroit à réclamer ; elle doit particulièrement & incontestablement être le vœu de toutes les parties intéressées.

L'Assemblée est donc forcée de protester dans ce moment, contre toute démarche qu'elle ignore, & qui auroit un tel objet pour but.



Envain, on allégueroit l'avantage de rapprocher la Justice, & d'en diminuer les frais. Il existe un moyen plus simple, plus efficace, & qui ne porte aucun caractère de trouble, ni d'intentions suspectes & dangereuses, en obtenant en faveur des deux Sénéchaussées du Vivarais, l'attribution des Présidiaux. Les moindres affaires sont terminés, sans exposer les Plaideurs aux inconvénients d'un Tribunal éloigné : en restant unies au Parlement de Toulouse, les affaires majeures trop importantes, pour qu'un léger surcroît des dépens, puisse être considéré, seront jugées par une Cour Souveraine, digne du respect & de la confiance que lui assurent à jamais son antique existence, la droiture & la dignité de sa conduite dans tous les tems, & enfin les lumières qui ne peuvent être que le fruit de longs travaux successifs qui s'y trouvent réunis, & qui ne peuvent se rencontrer, ni être suppléés dans tout autre lieu de la Province.

J'ai osé élever ma foible voix, au milieu de cette Assemblée. Daignez recevoir avec indulgence, Messieurs, cet hommage du patriotisme dont on se pénètre au milieu de vous : Nul intérêt, nulle prétention particulière ne s'y est fait entendre, toute distinction d'Ordre, a été oubliée ; Nous n'avons



vu que le Roi & la Patrie, puisse cette unanimité de sentimens de respect, de se graver dans toutes nos démarches. Non, le Roi ne dédaignera pas de jeter un regard de bonté sur les expressions de vœux, aussi purs. Nous obtiendrons, j'ose le croire, la récompense la plus précieuse pour tout François, l'approbation de son Souverain.

Monsieur l'Abbé Colonjon, Chanoine, Capiscol de la Collégiale d'Annonay, & Prieur de St. Andeol-de-Fourchades, a dit :

#### MESSIEURS.

Si dans ces temps, d'une fermentation naturelle & d'une inquiétude légitime, la Nation Française peut se livrer à un espoir consolant, c'est sans doute, lorsqu'un Monarque juste, bienfaisant, place les délices de son cœur, dans le bonheur de ses Sujets, dont il désire d'être sincèrement environné.

Des déterminations utiles vont être concertées aux Etats-Généraux ; le bien public en fera le résultat nécessaire, & déjà la composition de cette Assemblée Nationale, décidée par une opinion raisonnée, fait pressentir, & assure de concert, le succès de ces opérations avantageuses.

Mais combien le Vivarais, ne doit-il pas



se féliciter de cette régénération ; plus les malheurs , dont ses habitants ont été la victime , sont invétérés ; plus ils exigent de courageux efforts , pour en obtenir la cessation.

Jusqu'à cette époque , à jamais mémorable , nous avons vécu , Messieurs , isolés , & sans nous connoître , nous avons vécu sans liaison , sans rapport , sans examen de nos intérêts communs & respectifs ; une autorité élevée dans notre sein , sans notre aveu , une autorité usurpatrice , s'étant comme emparé de nous , a imposé le joug de la servitude , sous le poids duquel nous avons gémi sans murmure , quoique nous eussions dû successivement élever nos voix , pour faire accueillir nos justes plaintes.

Oublions , Messieurs , oublions ces siècles d'injustice , de désastre & de Despotisme , pour nous livrer au Ciel plus serain qui brille sur nous , une circonstance unique nous invite aujourd'hui , à cimenter notre union , à rompre un silence trop long-tems passif , à présenter nos Droits oubliés , ou méconnus , à faire établir le règne de l'égalité , entre notre Province & celle de tout le Royaume , dont elle doit partager , & la détresse , & la prospérité.

Telles seront sans doute , les vues Patriotiques de chaque Citoyen du Vivarais , &



de tous les Membres de cette Assemblée, & dès-lors, plus de Privilege, plus de distinction parmi eux, que celle de concourir aux subsides, par une répartition qui pese également sur les propriétés de tous les Ordres de l'Etat.

Qu'il me soit permis, Messieurs, de préjuger les sentimens des Ministres des Autels, sur cette contribution nécessaire, générale, & proportionnelle, des Impôts; qu'il me soit permis de penser que ce premier Ordre se glorifiera d'imiter, en ce point, une Noblesse ancienne, éclairée, généreuse, qui n'aspire qu'à l'honneur d'être utile, & de protéger chaque Citoyen, de servir la Nation, & de la rendre aussi redoutable à nos Ennemis, qu'à nos rivaux.

Je ne m'occuperai pas, Messieurs, à retracer les objets du bien général du Royaume, & de celui du Vivarais, qui vont faire la matière de vos Délibérations; des Orateurs plus exercés que moi, y ont déjà obtenus le prix, & de vos suffrages, & de la manière distinguée de traiter ces questions; j'en attendrai de nouveau, Messieurs, la proposition, la discussion de votre part; de la sagacité de vos lumières, de la maturité de vos réflexions, de la sagesse de vos moyens, naîtra le bonheur désiré des



Habitans du Vivarais; & dans l'admiration de vos entreprises, utiles, pénibles & glorieuses, je souscrirai à vos résolutions, avec autant d'empressement que de respect.

Mr. le Président ayant demandé à l'Assemblée, d'approuver la nomination des Commissaires, & du Secrétaire des Trois-Ordres, faite dans celle du 30 Octobre dernier; l'Assemblée l'a approuvée, & confirmée d'une voix unanime, & par acclamation.

Mr. le Président a proposé de choisir parmi les Membres des Trois-Ordres du Bas-Vivarais, un nombre de Commissaires, égal à celui adopté par le Haut, afin de former une seule Commission, chargée de convoquer les Assemblées générales, lorsqu'elles leur sembleroient nécessaires, & de s'occuper dans l'intervalle, de tous les objets qui pourroient être utiles au plus grand bien du Pays.

En conséquence de cette proposition qui a été généralement accueillie, les Membres des Trois-Ordres du Bas-Vivarais, se sont réunis, & ont nommé chacun dans leur ordre respectifs, douze Commissaires, qui forment avec le Président, le nombre de treize Membres, dont est formée la Commission du Bas-Vivarais. Ces douze Commissaires sont: •

Pour le Clergé.

MM. de Pampellonne, Archidiacre de Viviers.



Viviers , & Saladin , Curé de Privas.

Pour la Noblesse.

MM. le Baron de Guyon-Pampellonne , le Comte de Joviac , Maréchal des Camps & Armées du Roi , le Comte de Colonne , & le Baron de St. Pierre-Ville.

Pour le Tiers-Etat.

MM. Barthélemy , Vacher , Espic , Madier de Montjau , Roure , & Bouvier.

Cette nomination ayant été présentée à l'Assemblée générale , a été confirmée d'une voix unanime , & par acclamation.

Il a été décidé , que , quoique le Siege de chacune de ces deux Commissions fut différent , à cause des circonstances locales , elles n'en formeroient pas moins une seule , & même compagnie composée de vingt-six Membres , dont un Président , un vice-Président , & vingt-quatre Commissaires ; laquelle , quoique divisée en deux Séances , n'en seroit pas moins animée du même objet , & se réuniroit en un même lieu , toutes les fois que cela seroit convenable.

L'Assemblée a pareillement arrêté , que cette distinction de Haut & de Bas-Vivarois , purement géographique , n'apporteroit aucune différence , dans les sentimens qui doivent diriger tous les Membres d'un même Pays , & seroit considérée , comme n'existant pas.

H



La Séance a été terminée par des acclamations générales de *vive le Roi*, & de *vive les Trois-Ordres du Pays de Vivarais*.

M. le Président a signé, avec M. le Secrétaire.

*Du même jour, & au même lieu, à cinq heures de relevée, l'Assemblée ayant été convoquée au son de la Cloche & au bruit des Tambours de la Ville.*

M. le Président, ayant prié M. le Marquis de Satillieu, l'un des Membres de la Commission, nommé le 30 Octobre dernier, de vouloir bien proposer successivement à l'Assemblée, les objets qui doivent y être unis en Délibération : celui-ci a pris la parole, & après un discours relatif aux circonstances actuelles, dans lequel il a fait voir, que la persévérance dans la fidélité envers le Roi, & l'union des différens Ordres pour le soutien de la cause commune, pouvoient seules produire la félicité publique, & rendre le Vivarais, à la fois libre & florissant ; il a proposé à l'Assemblée de délibérer, si elle devoit persister dans l'arrêté du 27 Octobre dernier.

Sur quoi, l'Assemblée par acclamation unanime, a déclaré qu'elle persistoit dans ledit arrêté, ou qu'elle y adhéroit, & qu'elle ne cesseroit jamais de supplier le Roi, de lui accorder les demandes qui y sont exprimées ;



& il a été décidé, que le vœu de l'Assemblée à cet égard, formeroit le premier article de l'arrêté qui y sera pris.

M. le Marquis de Satillieu a dit, qu'il étoit essentiel de délibérer, sur le nombre de représentans aux Etats-Généraux, que le Vivarais doit être autorisé à nommer, en égard à sa population ; il a mis sous les yeux de l'Assemblée, l'arrêté des Etats de Dauphiné, dans lequel il est demandé au Roi, que cette Province soit autorisée à nommer autant de Députés, qu'elle renferme de fois, vingt mille habitans.

Sur quoi, l'Assemblée a délibéré, de demander d'être autorisée à députer dans la même proportion, & l'article contenant son vœu à cet égard, ayant été rédigé sur le champ par M. le Secrétaire, d'après la détermination générale, a été lu & approuvé, par acclamation unanime.

M. le Marquis de Satillieu a proposé à l'Assemblée d'exprimer son vœu, au sujet de la proportion à suivre dans la représentation de chaque Ordre, & l'Assemblée par acclamation & d'une voix unanime, a décidé, qu'elle ne se regarderoit comme légalement & suffisamment représentée aux Etats-Généraux, qu'autant que la proportion des Députés de chaque Ordre, seroit celle adop-



tée dans la formation des Etats de Dauphiné, c'est-à-dire, que les Députés du Clergé formeroient la fixième partie de l'Assemblée, ceux de la Noblesse, le Tiers, & ceux du Tiers-Etat, la moitié.

Mr. le Marquis de Satillieu, ayant repris la parole, & proposé à l'Assemblée de délibérer, sur la maniere dont les voix devroient être recueillies & comptées, dans l'Assemblée des Etats-Généraux.

L'Assemblée a voté unanimement, pour qu'elles fussent comptées par tête, & non par ordre; l'un des Membres de l'Assemblée, ayant observé qu'il pourroit y avoir des circonstances, où la maniere de recueillir les voix par ordre, seroit plus avantageuse, & qu'il n'y auroit pas d'inconvénient, par exemple, que, lorsqu'il s'agiroit de la législation générale du Royaume, elles fussent ainsi recueillies; l'Assemblée est revenue sur ce point, mais il a été décidé presque à l'unanimité des voix, que la maniere de compter les opinions par tête, devoit dans tous les cas, être la seule adoptée.

Il a été, dans le même instant, fait un Reglement particulier pour la Police de cette Assemblée, c'est que, lorsque un article aura obtenu trois fois, par acclamation, l'approbation générale, & aura été lu ensuite par



le Secrétaire, sans exciter de réclamation, il sera considéré, comme définitivement arrêté.

L'Assemblée étant instruite que les Etats de Languedoc, ont manifesté la prétention de nommer eux-mêmes les Représentans de la Province, aux Etats-Généraux, & de les choisir dans les Membres qui les composent; M. le Marquis de Satillieu, a été prié de mettre en Délibération les démarches, à arrêter à cet égard. Ce qui ayant été fait, l'Assemblée, en persistant de plus fort dans son précédent arrêté, & dans les principes inaltérables qui lui ont servi de base, a déclaré unanimement, & par acclamation, qu'elle ne pouvoit, ni ne devoit consentir, que ses Représentans à l'Assemblée Nationale, fussent élus, autrement, que par les Trois-Ordres du Pays, & par leur choix libre & volontaire; & il a été arrêté, de protester éventuellement, & de la manière la plus formelle, contre toute prétention, qui tendroit à porter la plus légère atteinte au droit desdits Trois-Ordres, de nommer eux-mêmes leurs Représentans aux Etats-Généraux, par un suffrage essentiellement libre.

Mr. le Marquis de Satillieu, ayant repris la parole, a observé à l'Assemblée, que la Charge de Sénéchal du Pays de Vivarais, étant vacante, il étoit à craindre que



lors de la formation des Etats-Généraux , les Lettres pour la convocation de la Noblesse du Pays , ne fussent adressées au Sénéchal de Nîmes , quoique cet Officier , n'eût plus aucun droit de Ressort , sur elle. L'Assemblée prenant cet objet en considération , a voté d'une voix unanime , de protester éventuellement contre toute prétention , ou décision qui tendroient à obliger le Vivarais d'assembler ses Trois-Ordres , hors de son sein , pour nommer ses Députés , à l'Assemblée des Etats-Généraux : Et M. le Secrétaire ayant rédigé l'article , & l'ayant lu , il a été arrêté par acclamation , d'y joindre la phrase suivante , comme nécessaire , pour exprimer plus fortement le vœu général de l'Assemblée. « Ne pouvant se réunir à cet effet , que dans ses deux Séances néchauffées. »

MM. les Députés de St. Agreve , de St. Martin de Valamas , de Pradelles , & ceux de divers autres lieux circonvoisins , ont observé à l'Assemblée , que , quoique leurs Communautés fussent situées dans l'enceinte du Vivarais , & qu'elles contribuaient à toutes les charges de cette Province , dont elles font partie , elles se trouveroient néanmoins privées du droit , de concourir à l'élection de ses Représentans , si la convo-



cation des Trois-Ordres se faisoit par Sé-  
néchaussée, puisqu'elles étoient Justiciables de  
celle du Puy, de la convocation de laquelle  
on ne manqueroit pas de les exclure aussi,  
en alléguant leur non-contribution aux char-  
ges du Velay; ils ont supplié l'Assemblée,  
de prendre leurs droits & leurs intérêts en  
considération.

Sur quoi l'Assemblée, après avoir mure-  
ment délibéré, considérant que, quoique la  
quotité d'impositions, ne doive pas servir de  
regle pour fixer le nombre des Représentans  
que chaque Pays, doit avoir aux Etats-Gé-  
néraux, & qu'il semble au contraire plus  
convenable, de le déterminer, d'après la po-  
pulation, on ne peut cependant disconvenir,  
que la contribution aux Charges de l'Etat,  
ne soit le principal titre, sur lequel les Mem-  
bres de la Nation, doivent fonder leur droit  
de voter dans l'Assemblée nationale; qu'ainsi  
le Pays, au payement des Charges duquel  
on contribue, est réellement celui auquel  
on appartient, & aux intérêts duquel on est  
essentiellement lié; que le Ressort des Tri-  
bunaux est indifférent aux Justiciables, &  
qu'en adoptant, pour l'élection des Députés  
aux Etats-Généraux, les arrondissemens qu'ils  
présentent, on n'a voulu que profiter d'une  
subdivision plus commode, & non, porter at-



teinte aux droits de qui que ce puisse être : d'où il suit, que le Vivarais doit comprendre, & comprend réellement toutes les Communautés, qui y sont situées, de quelque Tribunal qu'elles soient Justiciables ; qu'ainsi, celles qui ont élevé la présente réclamation, ne doivent point être rejetées de son sein, mais doivent au contraire jouir de toutes les prérogatives, dont jouiront les autres Habitans du Vivarais ; leurs Compatriotes ; c'est pourquoi, il a été unanimement arrêté, qu'il sera ajouté à l'article précédent, *que dans la convocation ordonnée à cet effet, se trouveront toutes les Communautés contribua-  
bles du Vivarais, quand même elles seroient Justiciables d'une Sénéchaussée étrangère, afin que leurs individus, y puissent être électeurs & éligibles.*

M. le Marquis de Satillieu, étant à cet égard, l'interprète de tous les sentimens de l'Assemblée, a proposé de Délibérer sur l'organisation actuelle des Etats de Languedoc & de Vivarais, & de déterminer, s'il est convenable, de rester soumis, à la forme d'Administration, qui régit maintenant cette Province. Il a offert le Tableau de sa constitution, indiqué les différens vices qui s'y font remarquer, & invité les Trois-Ordres du Pays, à prendre en considération, un objet  
aussi



aussi important. L'Assemblée ayant reçu avec de nombreux applaudissements, la proposition qui lui étoit faite, & s'occupant de son objet, Mr. de Boissi d'Anglas, Secrétaire, a Pris la parole, & a dit :

### MESSIEURS,

Les principes qui ont déterminé toutes nos démarches, se réduisent à un seul, armé par la raison, & consacré par la justice. Toutes les applications que nous en ferons, seront conformes à cette équité qui nous dirige, & au droit naturel, dont les préceptes sacrés, sont gravés à jamais dans nos cœurs. C'est, Messieurs, *que chacun, ayant un intérêt égal à la chose publique, doit avoir un droit, égal à le stipuler, soit par lui-même, soit par celui qu'il a commis.* A celui-là, il en succède un autre, c'est *que nul ne peut disposer des intérêts de celui qui ne l'en a pas chargé : d'où il suit enfin, que tout chargé de pouvoirs, doit avoir été librement élu, par celui qu'il représente ; qu'ainsi, il ne peut y avoir de représentation, là, où il n'y a pas eu d'élection ; qu'ainsi il ne peut y avoir de Représentans nés.*

Ces principes ont déterminé nos réclamations, par rapport à l'Assemblée des Etats-



Généraux , & la justice en a été universellement reconnue ; les Etats-Généraux en effet , étant l'Assemblée des Représentans de la Nation , ne peuvent être composés , que de Membres librement élus , par un suffrage volontaire ; mais ces regles invariables , Messieurs , & les conséquences qui en dérivent , ne s'appliquent pas seulement à la formation des Etats - Généraux du Royaume , elles s'appliquent encore à celle de tout Corps représentatif , chargé de la stipulation des intérêts de la commune : Ainsi , Messieurs , tout Corps représentatif , soit général , soit particulier , s'il n'est composé de Membres librement élus par ceux qui doivent être représentés , n'est qu'une Assemblée illégale , sans pouvoir , sans qualité , sans Mission , & dont l'autorité ne subsiste , que par l'usurpation & par l'abus.

Si , maintenant que ces principes sont avoués , jettant les yeux au tour de moi , & observant une Administration quelconque , j'apperçois qu'elle est confiée à une association aristocratique , dont les Membres , faisant partie à la vérité , des différens Ordres de Citoyens , n'ont été librement élus par aucun d'eux , & ne doivent leur fonction , qu'à des places que le Roi leur donne , qu'à un prétendu droit de propriété , vénal & transmissible , sans



l'aveu de ceux, qu'il intéresse le plus, qu'à des élections particulières & mystérieuses ; ne serois-je pas fondé à soutenir, qu'un tel Corps ne sauroit être légalement en possession, d'administrer les intérêts de la Commune ; & si je suis un des Membres de cette Commune, n'aurois-je pas le droit de m'opposer, à l'exercice d'un pouvoir, qui devant dériver de moi, n'en émane d'aucune manière ? N'aurai-je pas le droit de protester, contre tous les résultats d'une Administration, à laquelle je ne dois pas être soumis, puisque mon suffrage n'a pas été demandé, lorsqu'il a fallu en nommer les Membres ? Enfin, ne serai-je pas fondé, à réclamer à la fois, & l'anéantissement, d'une Administration illégale dans son principe, usurpatrice dans son autorité, abusive dans ses effets, & la création à sa place, d'un Corps réellement représentatif, dont l'organisation soit armée par la justice ; & qui, composé de Membres, librement élus par tous les Ordres de Citoyens, soit le dépositaire des pouvoirs, & de la confiance de tous ceux, dont il doit stipuler les intérêts, & déterminer le bien général ? Oui, sans doute, Messieurs, & cette incontestable faculté, m'est commune, avec tous les Citoyens en particulier, sans distinction d'ordre, ni de rang ;



parce que chacun , ayant un intérêt égal à empêcher les abus qui pèsent sur la commune , doit avoir un droit égal à les combattre.

Ainsi donc , Messieurs , chaque Membre de la commune , a toujours incontestablement le droit , d'indiquer les vices de son Administration , comme la commune Assemblée , a toujours ; & quand il lui plaît , celui d'en changer la forme ; parce qu'il dépend toujours de celui que l'on représente , de révoquer ses représentans , & de changer la forme de la représentation ; parce que , tout représentant n'est que le Porteur , du Mandat essentiellement révocable , d'un pouvoir qu'on pouvoit lui ôter.

D'après cela , Messieurs , pourrions-nous garder plus long-tems le silence , sur l'Administration à laquelle nous sommes soumis , & qui , formant au-dessus de nous une véritable aristocratie , nous rend les sujets de deux puissances , & double par rapport à nous , le fardeau de l'autorité.

Qu'est-ce , en effet , que cette constitution ? Qu'est-ce , en effet , que ces Etats , dont le nom est une imposture , & la qualification une fausseté : & de quel droit disposent-ils sans notre aveu , de nos intérêts les plus chers ?

Ils sont les Représentans de la Province ! Mais , en quel lieu , & comment ont-ils été nom-



més , & de qui reçoivent-ils leurs pouvoirs ?

Leurs Membres font partie des Trois-Ordres , mais si toute représentation doit , sous peine d'être illégale , être l'effet d'une élection libre & volontaire , peuvent-ils s'en dire , les représentans ?

Non , sans doute , Messieurs , & il n'y a qu'à vous offrir le Tableau de cette constitution , pour vous faire appercevoir tout ce qu'elle a de vicieux.

D'abord , il n'y a aucune élection dans les deux premiers Ordres , & celle du troisième , est essentiellement incomplète.

Le Clergé n'y est représenté , que par les Evêques de la Province ; aucun autre Bénéficiaire n'y est admis , aucune autre classe ne peut y assister , cette prérogative , n'est pour eux l'effet d'aucune élection , elle est attachée à leur dignité , & cette dignité , c'est le Roi seul , qui la confère ; de sorte que , dans notre Assemblée Provinciale , c'est le Roi qui nomme les Représentans du premier Ordre.

Les droits de la Noblesse n'y sont pas mieux respectés , la Noblesse , qui , parmi nous , contribue à toutes les charges Publiques , qui renferme les plus riches propriétaires , & les Citoyens les plus éclairés , n'a pas plus que le premier Ordre , le pouvoir d'élire ses Re-



présentans. Un certain nombre de Barons possèdent & conservent sans son aveu, le pouvoir de stipuler ses intérêts les plus chers, ce pouvoir est une propriété attachée à leur Terre, & vénale comme elle ; celui qui la possède, peut la vendre à celui qui veut l'acquérir, & la Noblesse est souvent représentée, sans savoir le nom de son représentant. Il y a plus, Messieurs, & vous le savez comme moi, le droit de vous représenter est si bien une propriété indépendante de votre vœu, que celui qui en est pourvu, & qui ne veut pas se donner la peine d'en user personnellement, peut la transmettre à qui bon lui semble, & que le Prélat, comme le Baron, nomment à leur gré celui qui doit à votre insçu, régler vos plus grands intérêts.

Le Tiers-Etat, est le seul Ordre, qui conserve une apparence d'élection, un simulacre de liberté ; mais ce n'est qu'une faculté illusoire : car dans l'Assemblée Provinciale, il est essentiellement esclave, ses Représentans, sont à la vérité, les Députés de quelques Villes, mais ces Députés sont des Maires, c'est-à-dire, des Officiers Municipaux, qui ne sont pas élus librement par la Ville qu'ils représentent, & qui n'ont été nommés, que par un petit nombre d'autres Municipaux,



comme eux ; mais ces Maires, sont souvent Nobles, & quelque fois même annoblis par leur place. Mais les Villes qui les députent, ont ce droit, non pas en raison de leur population, de leur étendue, & de leur quotité d'impôts, mais par d'anciennes prérogatives inégalement appliquées ; ainsi l'habitant des Campagnes n'a aucun représentant ; ainsi, le Tiers-Etat, est souvent représenté, par un Membre d'un autre Ordre.

Ainsi ses Députés sont toujours des Maires ; de sorte que, si les Mairies devenoient encore des Offices, il arriveroit que le Tiers-Etat, qui n'est le plus souvent représenté que des Nobles, ne le seroit plus, que par des Officiers, que le Roi seul auroit pourvus.

Qu'il y a loin, Messieurs, de cette constitution, à celle qui vient de se former sous nos yeux, dans la Province la plus voisine, & à l'établissement de laquelle plusieurs d'entre vous ont eu la gloire de coopérer ! ici tout est fondé sur des abus, & sur de prétendus Droits contraires à l'équité ; là tout repose essentiellement sur la raison, & sur la justice ; ici tout est monstrueux ; là tout est raisonnable & sage ; ici le pouvoir administratif réside entre les mains d'un petit nombre d'hommes, qui le regardent comme leur apanage, & le reste des citoyens y est



absolument étranger ; la chaque propriétaire concourt par lui-même, ou par celui qu'il a choisi, à l'Administration générale, & tous ceux qui ont intérêt à la chose publique, sont appelés, à le stipuler.

Mais, Messieurs, si, comme il est incontestable, le pouvoir administratif réside d'abord dans l'universalité des citoyens ; si c'est à cette puissance supérieure, à régler elle-même la constitution de ses Représentans ; si l'usage & les propriétés ne sont point des titres, capables de balancer les droits naturels & imprescriptibles des peuples, pourquoi ne briseriez-vous pas les liens meurtriers qui vous oppressent ? Ce n'est pas sans doute à vous seuls, à réformer la constitution générale de cette Province, dont vous ne formez qu'une partie ; mais c'est à vous, à réclamer l'assistance de la commune entière, & lui dénoncer les abus, dont le poids vous est connu avec elle, à réclamer une forme d'Administration, plus conforme au droit naturel, & à ces éternels principes, dont vos arrêtés ont consacré la Justice ; c'est à vous, à protester contre des Représentans que vous n'avez pas nommés, qui sont sans mission, & sans légitime titre ; c'est à vous, à les désavouer formellement, & à solliciter de la bonté paternelle du Roi, la permission de vous réunir



nir par vos Députés, aux autres Citoyens de la Province, pour substituer une meilleure administration; à celle dont le fardeau vous accable.

Vous ne ferez pas les seuls à réclamer cette Justice; par-tout, les vrais principes sont connus par-tout, on les applique aux vrais intérêts des peuples, & d'un bout du Languedoc à l'autre, il n'y a plus contre vos Etats, qu'un seul cri de réprobation; le tems de les réformer est venu, & l'instant de votre régénération est arrivé; eh comment ne l'obtiendriez-vous pas! les principes qui ont servi de base à votre réclamation, par rapport au droit d'être représentés aux Etats-Généraux, sont ceux que vous invoquerez ici, & la décision favorable dont tout vous offre le présage, en les consacrant de nouveau, fera le gage de vos succès, dans cette nouvelle demande. En décidant que l'Assemblée de la Nation, ne peut être composée que de Députés, librement élus dans les Trois-Ordres de l'Etat, ne décide-t-on pas que l'Assemblée de la Province, ne peut être composée que de Députés librement élus, par les Trois-Ordres de la Province: car les Etats de la Province, sont pour elle, ce que sont les Etats-Généraux, pour la Nation; c'est par tout le même



Principe à invoquer, le même droit à réclamer, la même liberté à obtenir.

En attaquant l'Administration, vous respecterez les Administrateurs, & sans doute l'élection libre des peuples, appellera la plupart d'entr'eux, à remplir les fonctions qu'ils ne tenoient que d'un droit abusif ; mais alors, Messieurs, votre suffrage étant pur & libre, leur servira, j'ose le croire, & de récompense & de motif, pour continuer à bien faire. Combien ne leur sera-t-il pas plus doux, & plus honorable à la fois, de ne devoir des places si importantes, qu'à la confiance des Peuples !

Vous avez, Messieurs, une Administration particuliere, mais cette Administration particuliere, subordonnée à l'Administration générale de la Province, subira la même réforme ; elle est souillée dans son organisation, des mêmes vices anticonstitutionnels ; elle aura part à la même régénération.

Combien vous devez la hâter, par vos réclamations & par vos démarches, cette indispensable régénération ; puisqu'en vous rendant des droits trop long-tems méconnus, elle vous donnera le pouvoir de doubler les sacrifices que vont réclamer pour la prospérité du Royaume, & la splendeur de l'Etat, une Administration plus économique, en



diminuant le poids de vos subfides, vous permettra de croître ceux que vous consacrez au bien de la France, & combien le fardeau vous en semblera plus léger, lorsqu'ils ne seront plus destinés qu'à l'agrandissement de la fortune publique, & au soutien de la Monarchie. Vous ne ferez tourner votre liberté, qu'au plus grand bien du Royaume, vous ne chercherez point à alléger le poids de vos contributions, mais à les employer uniquement aux vrais besoins de cet Etat, & vous vous empreferez, de consacrer de nouveau, par vos généreux efforts, votre amour pour le meilleur des Rois, votre dévouement absolu, votre inaltérable soumission, votre inviolable fidélité. Il attend de vous des sacrifices, & vous espérez de lui, la réparation de vos griefs, & l'amélioration de votre sort; puisse l'évènement, justifier bien-tôt, à la fois notre espoir & sa confiance.

Divers Membres de l'Assemblée ont pris successivement la parole, dans le même esprit, qui avoit animé M. le Secrétaire, tous ont démontré l'importance, pour les Trois-Ordres du Languedoc, d'adopter la constitution, à laquelle le Dauphiné vient de se soumettre, & établi le droit qu'ils ont de renoncer à l'ancienne forme de leur Admi-



nisation , pour lui en substituer une , plus véritablement constitutionnelle. Enfin , il a été arrêté par acclamation générale , de protester contre l'organisation des Etats-Généraux du Languedoc , & particuliers du Vivarais , comme étant illégale dans son principe , inconstitutionnelle , non représentative , illusoire dans ses effets , & contraire aux droits des Citoyens ; & de renvoyer au lendemain , pour aviser ce qu'il convient d'arrêter ensuite.

L'article ayant été rédigé & lu , a été approuvé par acclamation.

La Séance s'est terminée par des cris de *Vive le Roi , & de vive les Trois-Ordres du Vivarais .*

Et M. le Président a signé , avec M. le Secrétaire.

*Du Jeudi dix-huit Décembre à neuf heures du matin.*

**M**R. le Marquis de Satillieu a ouvert la Séance , en priant M. le Secrétaire de relire le dernier article arrêté la veille , ce qui a été fait ; sur quoi , M. le Marquis de Satillieu , a observé , que plusieurs Membres de l'Assemblée , sans se départir des principes qui ont motivé cet arrêté , trouvoient néanmoins , qu'il seroit peut-être plus con-



venable, d'en modifier les expressions ; que la force des termes n'ajoutoit rien à celle des choses , que le mot de *protestation*, pouvoit paroître , vouloir porter quelque atteinte à la soumission due au Souverain , & dont tous les Membres de l'Assemblée sont essentiellement remplis , puisque cette protestation auroit pour objet , une constitution qui étoit encore autorisée par lui ; que d'ailleurs, le défaut de protestation ne pouvoit nuire , & qu'il seroit toujours tems, d'adopter cette forme de réclamation, si cela devenoit avantageux ; Il a proposé de revenir sur ce dernier article , & de charger MM. les Commissaires , de le rédiger d'une manière plus conforme au vœu général de l'Assemblée.

M. le Vicomte de Vinezac , a pris la parole , & après lui M. Maffol , & tous les deux ont soutenu d'abord , que l'article , tel qu'il étoit énoncé, n'étoit susceptible d'aucune modification ; qu'il étoit impossible de réclamer avec modération , contre une constitution que l'on étoit déterminé à abattre ; qu'il falloit nécessairement en indiquer les vices , afin de motiver la détermination prise contre-elle ; que la protestation étoit indispensable ; qu'elle n'étoit sous aucun rapport , opposée à la soumission envers le Roi , puisqu'elle étoit subordonnée à son auto-



rité suprême , & que c'étoit aux pieds de son Trône, qu'elle devoit être remise ; ensuite , que l'article ayant été arrêté la veille , & adopté par acclamation , suivant la forme prescrite dans la même Séance , étoit irrévocablement consacré , & ne pouvoit plus recevoir de changement.

Mr. Marcon, Député du Poufin, a joint ses réclamations à celles des deux préopinants , & a , de plus , attaqué de nouveau , l'organisation des Etats de Languedoc & de Vivarais.

Plusieurs autres Membres de l'Assemblée, s'étant réunis à l'avis de M. le Marquis de Satillieu , M. de Boissy d'Anglas , a observé , que la discussion actuelle rouloit d'abord sur un point de forme , qu'il falloit préalablement résoudre ; & qu'avant de déterminer , si l'article devoit être modifié , il falloit savoir d'abord , s'il étoit possible de revenir sur une discussion terminée la veille. Il a été pour l'affirmative , il a établi que l'Assemblée ne pouvoit être liée , par ce qu'elle avoit elle-même arrêté , & que si elle appercevoit qu'elle s'étoit trompée , il étoit toujours tems de revenir sur ses décisions , & de corriger l'erreur ; mais il a soutenu que , dans ce cas même , il n'étoit possible de modifier une opinion consacrée & arrêtée.



unanimement , & par acclamation , qu'en prenant de la même manière le vœu des Trois-Ordres ; qu'il n'étoit pas possible de soumettre à l'examen de la Commission , ce qui avoit été arrêté par l'Assemblée générale ; que la Commission n'étoit établie , que pour préparer les objets qui devoient être mis en Délibération , & non , pour vérifier les décisions de l'Assemblée. Quand au fond de la question , il a été de l'avis de ceux qui ne trouvoient pas que l'article fût susceptible de modifications ; mais il a pensé qu'il failloit inviter ceux qui étoient d'une opinion contraire , à rédiger eux-mêmes sur le champ , un nouvel arrêté , qui peut être mis en opposition , avec celui de la veille , & être approuvé ou rejeté par l'Assemblée générale.

Cet avis ayant été adopté unanimement , MM. Madier de Montjau , Espic , & Duclaux , s'étant réunis , ont rédigé de la manière suivante , l'article qui faisoit la matière de la discussion.

„ Que Sa Majesté sera suppliée d'accor-  
 „ der aux vœux du Vivarais , & aux vrais  
 „ intérêts du Languedoc , la forme d'Admi-  
 „ nistration , adoptée pour le Dauphiné , aux  
 „ modifications près , que les intérêts du Pays  
 „ peuvent exiger ; & que les peuples de ce  
 „ Pays , ne cesseront de porter au pied du



„ Trône la presente réclamation , avec autant de constance que de respect. „

Cet article ainsi énoncé, ayant obtenu, d'une voix unanime ; la préférence, sur celui arrêté dans la dernière Séance, il a été décidé qu'il seroit transcrit à sa place.

MM. les Commissaires nommés dans la première Séance, ayant chargé M. Espic, l'un deux, de remplir conjointement avec Mr. de Boissy d'Anglas, les fonctions de Secrétaire des Trois-Ordres, qui seroient néanmoins compatibles avec sa qualité de Commissaire ; M. le Président, a instruit de cette nomination, l'Assemblée qui l'a confirmée par acclamation, & d'une voix unanime.

Mr. le Marquis de Satillieu, a exposé à l'Assemblée, que depuis long-tems, le vœu général du Pays, étoit de supplier le Roi, d'accorder la Præsidialité à ses deux Sénéchaussées, il paroïssoit d'autant plus convenable, de prendre cet objet en considération, qu'outre l'intérêt, qu'ont les habitans du Vivarais, de trouver dans ce Pays, des Tribunaux qui puissent terminer définitivement les contestations de peu d'importance, il paroïssoit juste, de donner dans ce moment, aux Membres des deux Sénéchaussées, un témoignage public, de l'estime due à leur persévérance dans les bons principes, & au courage



lage qu'ils ont manifesté, dans ces tems malheureux, qui ont affligé la Magistrature.

Sur quoi, l'Assemblée a arrêté unanimement, de supplier le Roi, d'accorder aux deux Sénéchaussées du Vivarais, la même attribution Présidiale, dont jouissent & jouiront les autres Présidiaux du Royaume ; elle a pareillement voté, par acclamation, de témoigner au Parlement de Toulouse, les sentimens respectueux qu'elle lui doit, en arrêtant de supplier le Roi, de vouloir bien conserver au Vivarais, l'avantage de rester dans le Ressort de cette Cour ; & sur l'observation d'un des Membres de l'Assemblée, qu'il convenoit de désavouer toutes les démarches, que l'on pourroit faire au nom du Vivarais, contre ce vœu sollemnellement exprimé, il a été arrêté unanimement, d'ajouter à cet article, un désaveu formel, de toutes ces démarches faites, ou à faire, & de quelles personnes, ou de quelles corporations qu'elles soient l'ouvrage ; puisque le plus ardent désir, dont le Vivarais puisse être animé, est de n'être jamais distrait du Ressort du Parlement de Toulouse, duquel il a toujours, & dans tous les tems, obtenu justice & protection.

L'Assemblée, à qui M. le Marquis de Satisf-



lieu , & M. de Boissy d'Anglas , ont tenu du compte plusieurs fois , dans le courant de ses Séances , du zèle & des démarches de M. le Comte d'Antraigues , pour le soutien de la cause commune , a arrêté dans ce moment de l'en remercier ; ce qui a été fait par acclamation , & d'une voix unanime.

Mr. le Marquis de Satillieu a dit , que quoi- que la rédaction générale de l'arrêté qui doit être pris , ne puisse être l'ouvrage que de la Commission , laquelle , après avoir recueilli les différens articles discutés , & définitivement adoptés dans chaque Séance , en présentera l'ensemble aux Trois-Ordres réunis , il croyoit devoir , pour accélérer le travail de Messieurs les Commissaires , mettre sous les yeux de l'Assemblée , un projet du préambule , & des motifs de l'arrêté , rédigés par un de ses Membres , d'après son vœu général , afin que , si elle l'approuve , il soit adopté dans ce moment d'une manière définitive.

L'Assemblée , ayant accueilli cette proposition , Mr. le Marquis de Satillieu , a lu ce qui suit :

L'Assemblée ayant approuvé , dans son entier , le projet proposé , l'a adopté d'une voix



unanime & par acclamation , pour servir de préambule & de motif, à l'arrêté qu'elle doit prendre ; M. le Marquis de Satillieu a annoncé , qu'il étoit l'ouvrage de M. de Boissy-d'Anglas , Secrétaire de la réunion des Trois-Ordres, lequel a été remercié , par les acclamations & les applaudissemens de l'Assemblée.

MM. les Députés des Villes & Communautés , ont été priés de remettre leurs pouvoirs entre les mains de M. le Secrétaire, pour qu'il en fut fait mention dans le présent Procès-Verbal , ce qui a été fait sur le champ.

Il a été voté d'une voix unanime , & par acclamation , d'exprimer dans un des articles de l'arrêté, les sentimens de fidélité, de respect & de soumission, dont les Trois-Ordres du Vivarais , sont animés pour le Roi , & de lui offrir le tribut de leurs biens , de leurs personnes, & de leurs vies.

La Séance a été terminée par des cris, de *vive le Roi*, de *vive les Trois-Ordres* du Pays de Vivarais, & de *vive M. le Marquis de Satillieu*.

Et M. le Président , a signé.



*Dudit jour dix-huit Décembre , à cinq heures  
de relevée , l'Assemblée ayant été convoquée au  
son de la Cloche.*

A L'ouverture de la Séance , M. le Baron  
de Fay Solignac , a présenté à l'Assemblée  
l'adhésion de M. le Marquis de Fay-Latour-  
Maubourg , Baron des Etats de Languedoc  
& du Vivarais , dont la teneur suit.

“ Etant Citoyen & Gentilhomme , avant  
” d'être Baron du Vivarais , je déclare que  
” j'adhère à tout ce qui pourra être arrêté  
” dans l'Assemblée de Privas , & je prie  
” M. le Baron de Fay , de signer pour moi  
” les Délibérations de cette Assemblée , &  
” de demander qu'on y joigne la présente  
” adhésion. A Maubourg , le 15 Décembre  
” 1788. Signé Fay , Marquis de la Tour  
” Maubourg. ”

L'Assemblée a applaudi , par acclamation ,  
au Noble Patriotisme de M. le Marquis de  
Maubourg ; il a été arrêté d'une voix una-  
nime , que son adhésion seroit transcrite en  
entier dans le présent Procès-Verbal.

M. Roussel , Bailli perpétuel de Montlor ,  
& en cette qualité , Membre inamovible des  
Etats de Vivarais , a déclaré à l'Assemblée ,  
qu'il adhéroit aussi à toutes ses résolutions.

M. Moze , Bailli de Boulogne , a fait la  
même Déclaration.



MM. les Commissaires ont présenté à l'Assemblée, les premiers articles de l'arrêté, qu'ils ont été chargés de rédiger, d'après le vœu général, & ils ont été approuvés.

L'Assemblée, sensible à tout le patriotisme qui anime M. le Marquis de Satillieu, & désirant lui offrir l'hommage qu'elle doit, au talent supérieur qu'il a développé, dans l'exposé des objets, sur lesquels elle avoit à délibérer, a voté par acclamation, de lui décerner une Couronne; M. Dayme, ayant été prié de la lui présenter, & l'ayant fait, M. le Marquis de Satillieu, l'a refusée, & a témoigné sa reconnoissance à l'Assemblée.

M. le Marquis de Satillieu, a proposé à l'Assemblée de délibérer, sur ce qu'il seroit convenable de faire, après la signature de l'arrêté, pour obtenir plus sûrement le succès, des demandes qui y sont énoncées.

L'Assemblée a délibéré, que son arrêté seroit adressé, à M. de Villedeuil, Secrétaire d'Etat, ayant le Département de la Province, à M. Necker, Ministre d'Etat, & à M. le Garde des Sceaux, avec prière de le mettre sous les yeux du Roi, & de prendre en considération, les justes demandes des Trois-Ordres du Vivarais; il a été pareillement décidé de l'envoyer, à Mgr. l'Archevêque de Narbonne, à M. le Comte de Pe-



rigord , Commandant en Languedoc , à M. le Comte de Montchenu , Commandant en Vivarais , à M. l'Intendant de Languedoc , à MM. le premier Président , & le Procureur-Général du Parlement de Toulouse , à tous Messieurs les Barons du Vivarais , & à toutes les Municipalités du Languedoc , ainsi qu'à tous les Membres des Trois-Ordres , qui n'ont pu assister à l'Assemblée de Privas.

Monsieur le Marquis de Satillieu , a observé à l'Assemblée , que le Vivarais , ayant à Paris deux Citoyens distingués , sous tous les rapports , & tous les deux chers à leur Patrie , M. le Vicomte de Monteil , Capitaine des Suisses , de la Garde de Monseigneur le Comte d'Artois , & M. le Comte d'Antraigues , il convenoit de les prier , de vouloir bien se donner des soins , pour faire obtenir au Vivarais , l'effet de sa réclamation , & il a proposé de leur expédier un courier , chargé de leur remettre les arrêtés destinés aux différens Ministres ; l'Assemblée a voté unanimement & par acclamation pour que cela fut ainsi arrêté.

L'Assemblée a pareillement voté , & de la même manière , pour qu'il fut inféré dans son arrêté , un article , tendant à cimenter de plus fort , l'union qui s'est établie , & jurée entre les Trois différens Ordres , & M.



M. les Commissaires ont été chargés de le rédiger.

La Séance a été terminée par les cris accoutumés, de *vive le Roi*, & de *vive les Trois Ordres du Vivarais*.

Et Mr. le Président à signé.

*Du Vendredi dix-neuf Décembre, à neuf heures du matin, les Trois-Ordres ayant été convoqués de la maniere accoutumée, au son de la Cloche, & au bruit du Tambour de la Ville.*

**IV** On sieur le Marquis de Satillieu, ayant rendu compte à l'Assemblée, de ses Délibérations de la veille, un grand nombre de ses Membres ont observé, que la priere faite à deux Citoyens du Vivarais, actuellement à Paris, pour leurs affaires personnelles, rempliroit trop imparfaitement l'objet que les Trois-Ordres se sont proposés: que ce seroit annoncer, que le Vivarais attache peu d'importance à l'effet de ses réclamations, tandis qu'une Députation envoyée directement au Roi, par l'Assemblée elle-même, & choisie dans son sein, seroit à la fois plus respectueuse, & plus digne d'une Pro-



vince entière ; ils ont en conséquence prié l'Assemblée , de délibérer de nouveau sur ce sujet important.

La matiere mise en Délibération, l'Assemblée a voté par acclamation , & d'une voix unanime , pour , qu'en revenant sur l'article arrêté dans la dernière Séance , il fut adressé au Roi, une députation composée d'un certain nombre de ses Membres , chargés de porter , au pied du Trône , ses respectueuses réclamations , & d'en solliciter l'effet de la bonté du Monarque.

Ce point ayant été arrêté, M. le Marquis de Satillieu , a proposé à l'Assemblée, de régler la forme de la Députation , & le nombre des Députés ; sur quoi, l'Assemblée a décidé à la très-grande pluralité des avis, qu'il falloit nommer trois Députés , & les choisir indifféremment dans les Trois-Ordres , puisque ne s'agissant ici d'aucune Délibération , mais seulement , d'exprimer le vœu de l'Assemblée , sans pouvoir le modifier , il étoit indifférent , que les Députés appartenissent à un Ordre , plutôt qu'à un autre , & qu'ils fussent choisis , ou non , dans la proportion réclamée , au sujet de l'élection des Représentans , aux Etats-Généraux.

L'Assemblée nommant ensuite les Députés , à choisi par acclamation , & d'une voix  
unanime



unanime, les Trois-Ordres étant réunis, MM. l'Abbé de Pampellonne, le Marquis de Sautillieu, & de Boissy d'Anglas, auxquels elle a donné pouvoir de se rendre à la Cour, & par-tout où besoin sera, pour porter au Pied du Trône, les réclamations énoncées dans son arrêté. Elle les a pareillement autorisé, à faire toutes les démarches qui leur paroîtront avantageuses, au succès de ses demandes, & à chargé MM. les Commissaires, de leur donner à cet égard, tous les pouvoirs dont ils auront besoin, & à les signer en son nom.

MM. les Députés ont accepté cette Commission, mais M. de Boissy d'Anglas, a déclaré que, quoiqu'il fut infiniment sensible à la confiance de l'Assemblée, & qu'il fut prêt à tout sacrifier, pour témoigner au Vivarais, son dévouement & son zèle, il ne pouvoit accepter cette Commission, qu'en protestant, au nom du Tiers-Etat, & pour le soutien de ses Droits, contre la forme de la députation, qui, n'étant composée que de trois personnes, ne permettoit pas au troisieme Ordre, d'avoir un nombre de Députés, égal à celui des deux autres réunis, & sous les réserves expressees, que son acceptation ne serviroit, en aucune manière, de préjugé pour l'avenir : il a demandé Acte de sa pro-



A R R Ê T É  
DES  
T R O I S - O R D R E S  
D U V I V A R A I S ,  
A S S E M B L É S A P R I V A S ,

*Le 17 Décembre 1788.*

NOUS, SOUSSIGNÉS, Membre  
des Trois-Ordres du Pays de Vivarais  
assemblés en la ville de Privas, & autre  
absens, mais adhérens par leurs signatures  
persistant dans l'arrêté pris à Annonay, le 27  
octobre dernier, avons considéré.

Que ce seroit envain, que les Membres  
de l'Assemblée générale de la Nation, au-  
roient été librement élus, par un suffrage  
volontaire, si leurs opinions n'y étoient pas  
librement énoncées.

Que tout ce qui, dans cette auguste As-  
semblée, pourroit porter quelque atteinte



au droit, qu'à chacun de ses membres, d'y manifester son vœu, la rendroit illégale dans son principe & nulle dans ses effets.

Que ce n'est que de la réunion de tous les suffrages, que doit se composer la volonté générale.

Que l'influence de chacun d'eux en particulier, doit être absolument la même.

Que chaque Membre de l'Assemblée doit opiner, abstraction faite de l'ordre auquel il appartient, & sa voix être ainsi comptée.

Que s'il en étoit autrement, on seroit exposé à voir adopter, comme générales, des opinions, qui ne réuniroient pas en leur faveur la pluralité des suffrages.

Qu'il n'est pas possible de recueillir les voix collectivement pour chaque ordre.

Que ce seroit établir une sorte de scission entre les différens ordres, tandis qu'il est essentiel au contraire, que leurs membres respectifs ne se considèrent point, comme faisant partie de tel ou de tel ordre; mais comme étant les représentans de la même nation.

Que ce seroit détruire, entre les différens Ordres, la proportion d'influence que réclame la Justice.

Que quoiqu'il y ait trois Ordres en France, il n'y a cependant que deux intérêts par-



ticuliers, qu'il seroit juste de réduire à un seul, relativement aux charges publiques.

Que dans l'état actuel des choses, ces deux intérêts forment deux classes de Citoyens, celle des Privilégiés comprenant le Clergé & la Noblesse, & celle des non-privilégiés, qui renferme le Tiers-Etat.

Qu'il est essentiellement juste, que le Tiers-Etat ait un nombre de représentans, égal à ceux du Clergé & de la Noblesse réunie.

Que la proportion adoptée dans la formation des Etats-généraux de 1614, est absolument inadmissible.

Qu'il n'y a aucune raison valable, pour que la Nation soit exclusivement soumise à s'assembler suivant cette forme, tandis que tous les principes de justice & d'équité, en réclament une plus constitutionnelle & plus essentiellement Nationale.

Considérant de plus, que les principes qui ont servi de base à l'arrêté d'Annonay, du 27 Octobre, & qui dérivent des droits imprescriptibles des Peuples, s'appliquent non seulement à la formation des Etats généraux, mais encore à celle de tout Corps représentatif chargé de l'administration d'une Société quelconque.

Que si les Etats-généraux du Royaume, sont les représentans de la Nation, il en est



de même, par rapport à chaque Province, des Etats particuliers qui y sont établis.

Que s'il est de l'essence de toute représentation de ne pouvoir être faite, que par le libre choix de ceux qui doivent être représentés, il suit que tout Corps représentatif, qui n'est pas fondé sur cette regle inaltérable, est illégal dans son principe, abusif dans son organisation, illusoire dans ses effets.

Que s'il est un principe incontestable, c'est que nul ne peut disposer des intérêts de celui qui ne l'en a pas chargé.

Qu'ainsi il ne peut y avoir de représentans nés.

Qu'ainsi les motifs, qui ont déterminé le Vivarais à réclamer le droit d'être représenté aux Etats-généraux du Royaume, par des Députés librement élus dans les trois Ordres qui le composent, doivent lui imposer aussi la loi de réclamer une autre administration générale & particulière, que celle à laquelle il est soumis.

Que les Etats du Languedoc, présentent, dans leur formation, une foule de vices anti-constitutionnels, essentiellement contraires aux droits incontestables des Peuples, dont ils administrent les propriétés.

Que nul des trois Ordres de la Province,



n'y est légalement , ni suffisamment représenté.

Que les Evêques & les Barons , qui y représentent les deux premiers Ordres , recoivent leur mission ; les uns de leur dignité , les autres des prérogatives de leur fiefs , qui forment une propriété héréditaire & vénale.

Que la représentation du Tiers-Etats n'y est formée que de l'assemblage de quelques Maires élus , non par l'universalité des Citoyens , mais par les Assemblées municipales des Villes , & à cause de certains privilèges inégalement dispensés.

Qu'ainsi , tandis que les deux premiers Ordres sont soumis à une véritable Aristocratie , essentiellement contraire à la constitution de l'Etat , & aux intérêts communs du Monarque & de ses sujets , le Tiers n'est représenté que d'une manière imparfaite ; puisque l'habitant de la campagne ne nomme aucun Député ; puisque les Elections de ceux des Villes ne sont l'ouvrage que d'un petit nombre de leurs Citoyens ; puisque les Villes qui députent en ont le droit , non à cause de leur portion d'intérêt à la chose publique , mais par d'anciennes prérogatives fondées sur des usages abusifs ; puisqu'enfin , ses Députés peuvent être nobles , ou annoblis par leur place.



Qu'à ces vices anti-constitutionnels, propres à l'organisation des États du Languedoc, il s'en joint encore ; pour les États du Vivarais ; plusieurs autres qui leur sont particuliers, & principalement dans la représentation des deux premiers Ordres.

Que le Clergé n'y est pas admis.

Que la Noblesse n'y est pas mieux représentée qu'aux États du Languedoc, puisqu'elle ne l'est que par les Barons, constamment remplacés par leurs Baillis, qui, souvent même, ne sont pas nobles.

Que la faculté de transmettre les baronies, suivant le gré de celui qui les possède, peut en accumuler plusieurs sur la même tête, ou les faire passer à des Gentilhommes, absolument étrangers à la Province.

Qu'ainsi le Vivarais a le double désavantage d'être assujetti à deux Constitutions, également opposées au droit naturel de ses habitans.

Mais, qu'il a incontestablement le droit d'en attaquer l'organisation, puisqu'il dépend, & à chaque instant, de ceux qui doivent être représentés, de régler la forme en laquelle ils veulent l'être, puisque tout Représentant n'est que le porteur d'un mandat essentiellement révocable, d'un pouvoir qu'on peut lui ôter ;

Qu'ainsi



Qu'ainfi le Vivarais , doit réclamer une nouvelle constitution , plus conforme à l'équité & aux droits imprescriptibles des peuples , & obtenir de la justice du Roi , une régénération indispensable.

D'après ces considérations , avons unanimement arrêté :

Que persistant dans le précédent arrêté d'Annonay , du 27 octobre dernier , & dans les principes qui lui ont servi de base , Nous ne cesserons de réclamer le droit d'être représentés aux Etats-généraux , par un nombre suffisant de Députés , librement élus , pris dans le ressort de chacune des deux Sénéchaussées du pays.

Que le nombre des Représentans du Vivarais aux Etats-généraux , doit être proportionné à sa population , & conforme à ce qui sera réglé pour les Provinces voisines , & en particulier pour le Dauphiné.

Que nous protestons éventuellement , & de la manière la plus formelle , contre toute prétention contraire aux Droits naturels du pays , & notamment contre celle que pourroit former les Etats-généraux de Languedoc , ou particuliers du Vivarais , par rapport à l'élection libre de ses Représentans aux Etats-généraux.

Qu'il est essentiellement conforme à la rai-



son & à l'équité , que les Députés aux Etats généraux du Royaume , & particuliers des provinces , attendus de la justice du Roi , puissent y voter librement , & que leurs voix y soient recueillies par chaque individu , & non collectivement par ordre.

Que les Députés des Trois-Ordres de l'Etat , qui formeront l'Assemblée nationale , & celle demandée subséquemment pour le Pays , doivent être élus pour chaque ordre , dans la proportion d'un fixième pour le Clergé , d'un tiers pour la Noblesse , & de la moitié pour le Tiers-Etat , comme il est établi en Dauphiné.

Que SA MAJESTÉ sera suppliée , d'accorder aux vœux du Vivarais & aux vrais intérêts du Languedoc , la forme d'administration adoptée pour le Dauphiné , aux modifications près , que le bien du pays paroîtra exiger , & que ses Peuples ne cesseront de porter au pied du Trône la présente réclamation , avec autant de constance que de respect.

Avons arrêté encore de protester éventuellement , contre toute prétention ou décision qui tendroient à obliger le Vivarais d'assembler les Trois-Ordres hors de son sein , pour former sa députation aux Etats-généraux , ne pouvant se réunir , à cet effet , que dans ses deux Sénéchaussées.



Que dans la Convocation ordonnée à cet effet, se trouveront toutes les Communautés contribuables du Vivarais, quand même elles seroient justiciables d'une Sénéchaussée étrangère, afin que leurs habitans y puissent être Electeurs & Eligibles.

Que Sa Majesté sera suppliée d'accorder aux deux Sénéchaussées du Vivarais, les mêmes attributions Présidiales, dont jouissent ou jouiront les autres Présidiaux du Royaume, & de conserver à leurs justiciables l'avantage de ressortir au Parlement de Toulouse; désavouant, sous les protestations les plus fortes toutes démarches contraires au présent Arrêté, qui pourroient être faites à leur nom, comme l'étant à leur insçu & sans leurs participation.

Que les Peuples du Vivarais, pleins de fidélité, de soumission & de respect pour le Monarque, & remplis de confiance en sa bonté Paternelle, ne cesseront jamais de réclamer & d'attendre de sa justice, l'effet de leurs supplications, & de lui offrir les tributs de leurs fortune & de leur vie.

Que les Trois-Ordres du Vivarais, inséparablement unis, pour le maintien de leurs Droits respectifs, se promettent réciproquement l'appui mutuel, que se doivent des Citoyens de la même patrie.



Que tous les Membres desdits Trois-Ordres , seront invités à s'assembler en lieu & jour convenable , pour aviser aux démarches ultérieures.

Que copie du présent Arrêté sera adressée à tous les Membres des Trois-Ordres , qui se trouvent absents , avec invitation d'y adhérer , ainsi qu'à toutes les personnes à qui il sera convenable d'en donner connoissance.

Que les Trois-Ordres du pays de Vivarais , ayans , par acclamation générale , nommé MM. l'Abbé de Pampelone , le Marquis de Satillieu ; & de Boissy Danglas , pour porter aux pieds de Sa Majesté , les vœux des Habitans du Vivarais , & leurs justes réclamations énoncées au présent Arrêté , MM. les Commissaires des Trois-Ordres dud. Pays , sont autorisés à leur délivrer & à signer au nom desdits Trois-Ordres , les pouvoirs nécessaires pour tout ce qui leur paroîtra convenable , pour le plus grand bien de leur patrie

FAIT à Privas , ce dix-huit Décembre mil sept cent quatre-vingt-huit , & ont signé , sans distinction d'ordre , ni de rang.

M E S S I E U R S ,

Le Compte de BALAZUC de MONTREAL , Président des Trois-Ordres



Dayme, Maréchal de camp, Commissaire  
des Trois-Ordres.

Saladin, curé de Privas, Commissaire,  
D'apchier, comte de Vabres.

Floissac, avocat en Parlem., juge de Mont-  
real, député de la ville de Saint Agreve.  
Chevalier de Comte d'Aubusson, Lieutenant  
colon. d'infanterie.

Rouviere, seigneur du Colombier, de Mon-  
treillac & du Mas du Bosc, député de la  
ville & baronnie de Largentiere.

Madier de Montjau, premier consul-maire &  
dép. de la ville de Bourg S. Andeol, pro-  
priétaire foncier, Seigneur de Meas &  
de Montjau.

Vacher, de Vesseaux, prop. fonc.  
Le Marquis de la Tourette, colon. d'infant.  
Baron des Etats du Vivarais.

Le Comte de Saint Polgue, Marq. du Bourg.

Le Marquis de Satillieu, commissaire, &c.

Espic, avocat, com. du Tiers-Etat, & secr.  
des Trois-Ordres du Vivarais,

Tracol, Juge de la baronnie & comté de  
Crussol, commif. &c.

De Guilhin, Prieur Curé de St. Simphorien.

Le Comte de Joviac, Maréchal de camp,  
Commissaire, &c.

Besson, consul de Flaviac.

Prinsac, avocat en Parlement, propriétaire  
foncier.



Julien de Baumes seigneur de Bourlatier &  
de Saint Martial, député de la ville de St.  
Agrévé & autres communautés.

Chouvet, curé de Béage.

Le Baron de Guyon-Pampelonne, Comm.

Le Comte de Serres, commissaire &c.

Du Fay, Docteur medecin, député de la  
ville du Chaylard.

De Baumes.

De France, Avocat.

Le Comte de Bosas.

Michel, Avocat.

Le Chevalier de Piolens.

Chauvet, prieur-curé de Vilprat.

Choizin, consul & député de Saint Agrévé.

De Flossac.

Durand, député de Vals.

Mélarés, Bourgeois, député de Coux-tubilhac.

Regard, conf. politique de Privas.

Saint-Pierre-ville, baron de Jaunas, député  
de la Noblesse de la Ville & baronnie de  
Largentiere, Commissaire, &c.

Chouvet, curé de Chomeras.

Meyffonnier, député de Vals.

Vacher, fils, conseiller à la Sénéchaussée de  
Villeneuve-de-Berg, Commissaire, &c.

Champanhel, Avocat, député de Bayx.

Le Baron de Chazeaux.

Faure de l'Hubac, Juge de Borée.



Le Vicomte de Malian.  
Contagnet les Chambarlhac, député de Saint-  
Martin de Valmas.  
Le Comte de Julien-Venezac, député de la No-  
blesse de la ville & baronnie de Largentiere.  
Chalamond, conseiller politique de Privas.  
Desplan, député de Vals,  
Tourrassé, député des Nonnières & de  
Saint Julien-la Brouffe.  
Le Vicomte de Digoine.  
Penel, propriétaire foncier.  
De Barras.  
Le Comte Hyacinte de Joviac.  
Boucher, propriétaire foncier.  
Le Baron de Granoux.  
Belin de la Real, seigneur & gouverneur  
de la ville du Poufin.  
De Barrés, écuyer, député pour la Noblesse  
de la ville du Poufin.  
Boucher, conseiller & député de Juvinas.  
Biouffe, châtelain & Juge de Saint Lager  
& Granoux.  
Le Baron de Coston, seigneur de Durtail.  
Fonneuve, avocat, député de la ville de la  
Voute.  
Le Baron de la Champ, de Chazeaux.  
Le Chevalier de la Chaux.  
Belin de la Réal, chev. de Saint Louis.  
Belin du Poufin, écuyer.



Le Baron de Montrond.  
Bravaix, Juge de la baronnie de Durtail.  
Tardy de la Brosly, chevalier de St. Louis, capitaine d'artillerie, député de la Noblesse de la ville de la Voute.  
Lextrait, prieur-curé de St. Vincent de Durtfort.  
Le Chevalier de Rostaing.  
De la Garde, premier consul - Maire de la ville de Privas.  
Roqueplane, baron de Montbrun.  
Guillon, Députés de la communauté de St. Vincent de Barrés.  
Faure,  
Vignasse,  
De Rostaing.  
Le Jeune, avocat.  
Des-François de Lolme, baron de Thorenc & d'Andance, lieutenant-général en la Sénéchaussée d'Annonay.  
Porte, négociant à Aubenas.  
Le Vicomte de Julien-Vinezac.  
Beaufort, avocat.  
Beautheat, propriétaire foncier.  
Bruguieres, negoc. à Privas, p. f.  
Destret, lieutenant du premier chirurgien du Roi.  
Boursarie la Roche, negoc.  
Le Baron de l'Etrange.

Faure



Faure , avocat & propriétaire.

Pinet , avocat.

Ciavel de Veyran.

D'Anthon.

Girard , neg.

Le Marquis de Surville , capitaine de caval.

Roubaud 1. consul. } *Et Députés de*

Plat , 2. consul. } *Saint - Just-*

Saladin , greffier. } *d'Ardèche.*

Blachiere , prop. fonc.

Robert , idem.

Le Marquis de l'Etrange , capitaine de cavalerie.

De Barruel , lieutenant-général en la sénéch.  
de Villeneuve de Berg,

De Combe , prieur d'Ucel.

Colange , propriétaire foncier.

Vincent , idem. La Font , idem.

Le Marquis de St Cernin , Maréchal de Camp ,

Le Baron de la Saumés.

Faure , conseiller de Privas.

Massol de Monteil , dép. du Theil.

L'Abbé Colongeon , chanoine capiscol d'Annonay , prieur de St. André de Fourchade ,  
commis. des trois Ordres.

Durand , député de Creissac.

Guinabert , juge de la ville de Privas.

Roussel , bailli d'épée de Montlor , Baronnie  
des Etats.



Bouvier , docteur en medecine.  
Barthelemi , avoc. C<sup>re</sup>. des 3 Ord.  
Saboul , curé d'Ucel.  
De Michaud , écuyer , député de Creiffac.  
Baron de Canfon , commissaire des trois Ordres.  
Dubois , pere , négoc. de Privas  
Dejoux , pere , négoc. de Privas.  
Le Comte Sébastien de Bosas.  
Durand , propriétaire foncier.  
Champanhet , prieur curé de Saint-Pierre-la-Roche.  
Le Comte de Dienne du Buy.  
Ville , consul & député de la communauté de Mezillac.  
Chazau , conf. & député de Saint Genest-l.-Ch.  
Le Comte de Fay-Solignac.  
De Gasque , avocat , premier consul maire de Joyeuse.  
Cornet du Sillac.  
De Sauveplane.  
Mose , bailli d'épée de Boulogne baronnie des États.  
Teyssonier des Cros , avocat.  
De Bernardy.  
Faure des Chabert , capitaine de cavalerie , chevalier de St. Louis.  
L'Abbé Deschabert.



Blachère, curé de St. Etienne-de-Fontbelon.

Le Comte de Vanel, seigneur de St. Vincent, officier au régiment de la Sarre.

Laffont-Gerland, avocat en parlem. député de la communauté de St. Julien-Marcol.

De Combe, seigneur Descombes.

Dauteville, prieur-curé, & député de Pierre-gourde.

Reymondon, député de la comm. de St. Fortunat.

De Salleyes-la-Pize, député de la comm. de St. Vincent de Durfort.

Delpuech, écuyer, seignr. de Chamonte, ancien auditeur à la cour des comptes de Montpellier, député de la comm. de St. Lager.

Le Comte de Claviere.

Gaudemard, avocat.

Laville.

Aurenche, propriétaire foncier.

Tinland,

Viallet,

Bonnet, curé de Thueys,

Le Baron d'Urre, seigneur de Chapelest.

Reboul. foncier.

Galland,

Ladreist.

De Launay, comte d'Entraigues.

Le Vicomte de Joviac.

} Députés de la Com-  
munauté de St. Michel  
de Chabrilanoux.

} Députés de la com-  
munauté de S. Maurice.

} consuls & députés de  
la comm. de Genestelle.



Coing , propriétaire foncier.

Faure , *idem*.

Engelras-la-Prade , député de la baronn. & comm. de Montlor.

Gimond , député pour le Tiers-état de la ville de Largentière.

Roux , curé de Freyssenet.

Genton , maître des eaux & forêts , à Villeneuve de-Berg.

Pascal , prieur-curé de Colombier.

Beraud , consul de Montpezat.

Le Baron de Malmazet St Andeol , lieutenant de la grande venerie de France.

Roux , prieur-curé de Coux.

Giraud , député de la ville de Bourg St. Andeol.

Tardy de la Baume , écuyer.

Desbosc , prieur-curé & député de Saint Felix-lès-Châteauneuf.

D'Autsegure , negoc. d'Aubenas.

Le Chev. de Guyon-Pampelonne.

Méallarès , negoc. d'Aubenas.

Le Baron de Cheylus.

Moliere de Vienne , député de la ville de la Voute.

Bois Dautussat , député de la communauté de Pierre Gourde.

Garnier , député de Beauchastel , seigneur & Baron direct de la Roque.



Croze, Avocat en Parlement,  
Le Chevalier de la Roque.  
De St. Martin, Avocat, propriétaire foncier.  
Arnaud, Curé de Vernoux, député dud. lieu.  
Blachères de Rancourbier, Avocat.  
Le Baron de Fay Solignac.  
L'Abbé de Pampelonne, Archidiacre de Vi-  
viers, Commissaire, &c.  
Blache, Avocat.  
Roux, Avocat, Maire de Thueyts.  
Combier, Curé du Pouzin.  
Villedieu, Négociant.  
Le Comte de Blou.  
Ladreit de la Charrière.  
Le Comte de Satillieu.  
Teyssonier, Juge de Durfort.  
Monneron, chanoine d'Annonay.  
L'Abbé de Rochemeure, député du Clergé  
de la ville de Largentière.  
Gleize, consul,  
Vigne, notaire,  
Filliat,  
Gleizat, avocat,  
Juge,  
Cornut,  
J. P. Borie,  
Baratier,  
Le Baron du Pont de la Roque.  
Le Chevalier du Chailar.

} Députés de la  
Communauté  
d'Antraygues.



Le Baron de la Blache.

Le Marquis de Monteil Corfas, C<sup>re</sup>.

Bonnet, consul de la communauté d'Ussclades.

Coing, député de Pourchieres.

De Villeneuve, lieutenant colonel de cavalerie.

Pourret, avocat, Juge de Vernoux & autres terres.

Brunel, avocat, en parlement.

Rey, foncier.

Marze, foncier.

Le Marquis de Blou.

Le Chevalier de Jovyac.

Morel du Lendel, prop. foncier.

• Louis Bouvier, neg. de Chomerac.

Le More de Pigneux, bailli d'épée de la ville d'Annonay, baronnie des états.

Julien, avocat en parlement.

Dubois pere & fils, négociants.

X Toulouse, curé de Bayx.

D'Ayzac, écuyer.

Ducros Lafont, fils prop. foncier.

Cachon, chirurgien.

D'Entrevaux, chevalier de St. Louis, ancien capitaine de grenadiers au régiment Dauphin.

Dejoux, négociant.

Bernard du Lieu, seig. de St. Arcons.

Laroche de la Motte, avocat.



Duclaux, avocat.

De Fay, marquis de la Tour-Maubourg, baron de tour des états de Vivarais.

De Villeneuve, capitaine au régiment d'Auxerrois.

Montgolfier, chanoine & conseiller-Clerc en la sénéchaussée d'Annonay, commissaire.

Rouffin, député de la communauté du Gua

L'Abbé Boutthoux.

Le Blanc de Pradelles, seigneur de Méliouzelles.

Le Baron de Moretton-du-Main, colonel de cavalerie.

L'Abbé de Surville, précenteur de l'Eglise de Viviers.

Grel de la Molière, Juge-châtelain de Chomerac.

La Roche, ténancier.

D'Anastasy, écuyer,

De Sonnier-Bonneton, député de St. Fortunat.

Beyrot de Lormé, doct. medecin, député de Sihac.

Teul } *Député de Saint-*  
Besse, consul } *Symphorien.*

Dalmas, avocat à Aubenas.

Grel, fils, négoc. & fonc.

Descours, déput. d'Issamoulenc.

Deydier, propriét. de la manufacture royale de soie d'Aubenas.

Ladam



Ladam de Villefort, député de Rochemaure.

Le Marquis de Peyraud, colon. de cavalerie.

Le Comte du Peloux-Praron.

Montgolfier de St. Etienne, chev. de l'Ordre  
du Roi.

Veray, négociant à Aubenas.

Rouchon, avocat, dép. du Tiers-Etat, de la  
ville & baronnie de Largentière.

Le Vicomte de Blou.

Bouvet, curé de Chaumeyras.

Jallade, Curé de Gourdon.

Chomel, avocat du Roi en la sénéchaussée d'An-  
nonay, Commiss.

Duret, doct. medecin, commiss.

Roux, avocat, maire, député de la commu-  
nauté de Thueys.

Ruelle, fils, écuyer.

Bermondés, prieur-curé de Saint Martin de ?

Roure, avocat, député de la ville de l'Argen-  
tière, commissaire des Trois-Ordres.

Chaumat, propriétaire foncier,

Deshiere, *idem*.

Flacher, *idem*.

De Bay, seigneur de St. Ciergue.

De Banne, capitaine au régiment de royal-  
vaisseaux.

Eouraud, avocat, commissaire, à Tournon.

Roux, curé de St Maurice. *terlin*

Le Baron de la Garde-Chambonnas-Despou-  
ols.



Narcier, député de la communauté de Gluyras.  
De Laffaigne, lieutenant colonel d'infanterie.  
Joseph Montgolfier.  
D'Andigier, écuyer, député de St. Fortunat.  
Le Comte Du Pont.  
Rozier, propriétaire foncier.  
Fontbonne, député de St. Apollinaire de Rias.  
De Boissy d'Anglas, des académies de Nîmes, Lyon, la Rochelle, &c. commiss. secrét. des Trois-Ordres du Vivarais, à Annonay.  
Le Comte de Colonne, commissaire, &c.  
De Lombard de Mars, chevalier de St. Louis.  
Sabarot, Juge de la Mastre.  
Meyssonier, avocat.  
Duclaux, Médecin.  
Fournat de Brezenand.  
Massaux, Juge, & député de Macheville.  
Le Chevalier de la Fare-Sautel.  
Le Baron de Molines, capitaine d'Artillerie.  
De Veyre de Soras, capitaine de Cavalerie, Chevalier de St. Louis.  
Souheyran de Beauvoir, ancien Bailli dépêché de la baronnie de tour de Chalancon.  
De la Garde, ancien Brigadier des gardes du Corps du Roi.  
Jouannel, premier consul de Saint Martin de Valmas.  
Guerin, procureur fondé du Marquis de la Tour Maubourg, baron du Vivarais.



Gaillard des Tourettes , conseiller en la Sénéchaussée d'Annonay.

La Bastide , capitaine d'infanterie , chevalier de St. Louis.

Mozeau , de la Belive.

Le Marquis de Grollier.

De Beaurepaire , député de Saint Bazile.

Ranc des Sauvages , dép. de Défaignes.

Le Chevalier de Lisle-Charliéu.

Choveton ,                    { *Députés de la ville*

Seigle ,                        { *de Boulieu.*

L'Abbé Ollivier , Chanoine de Viviers.

Frachon , avocat , Juge des terres de la

Rivoire , Gerlande , Andance , &c.

Rocoule , prieur-curé de St. Baudille.

Le Comte de Sambigni.

Châteauneuf de St. Priest.

D'Audibert.

De Sainte-Colombe.

Calvet , négociant d'Aubenas.

Vincent , avocat de Bayx.

Rasclas , prieur-curé de Royas.

Daldire , avocat , député de la noblesse de St. Martin de Valmas.

Regard , négociant.

Sauzet de Fabrias , ancien conf. de la cour des Aides de Montpellier , seigneur de Craux , Ginestelles , &c.

De Valleton , chev. de St. Louis , ancien major d'infanterie.



Barruel de Montrillet.

De Faure de Valmont, député de Viviers,  
& de St. Just-d'Ardèche.

Bourras, avocat.

Le Vicomte de Maillan, capitaine d'infanter.

De Rocoules Brouas, écuyer.

De Combes, garde du corps.

Cacou, 1<sup>er</sup>. consul, maire } Députés  
Malgotier, conf. politique. } d'Annonay.

Abrias, curé de St. Julien en Saint Alban.

Dameras, écuyer, seign. de Brés.

Milhet, 1<sup>er</sup>. consul de S. Fortunat.

Bollioud, seign. de Brogieux.

Desfrancois de Fontachard, prieur de Felines

Duret, négociant d'Annonay, commissaire.

*de molènes* Le Blanc, prieur-curé de Vals.

Le Baron de la Gorce-Lamas.

Le Comte Dupont, de Soyons.

Monneron,

Abrial, } Chanoine de

Delhomme, } Tournon.

Pilhet,

Farconnet,

D'Allard,

Constant, propriétaire foncier.

Crouzet, avocat.

Saunier la Boissière, dép. de St. Julien-le-roux.

Deglos de Besse.

Lombard de Quincieux, procureur du Roi



en la Sénéchaussée d'Annonay.  
De Beaud ; prieur-curé d'Aliffas.  
Le Marquis de Mirabel,  
Le Vicomte du Peloux-Praron.  
Louis Jalates, député de la comun. de Pranles.  
Vermale, curé de Saint Lager,  
Le Comte de Peyrault, lieut. col. du ré-  
giment de Penthievre Dragons.  
Blachere, seigneur de St. Jean le centenier.  
La Chavas, baron d'Ay.  
De Champagné.  
De Joux, négociant.  
Faure-Pontanier, avocat.  
Cornuscle, Avocat.  
De Fontaine, prieur-curé de la Fare.  
De la Veze-Montjou, écuyer, dép. de la  
communauté de Silhac.  
Rozier, seigneur de Livier.  
Guilhon, député de Saint Martin l'inférieur  
Serusclat, prop. foncier.  
Beutheac,  
Gamonet, Député d'Aliffas.  
Benoit, aîné,  
Guerin, greffier.  
Le Marquis de Veynes, seigneur du Pape.  
Le Baron d'Hilaire de Joviac.  
Barruel de St. Vincent.  
De Marquet, ancien capitaine de cavalerie,  
seigneur de Latour.



Niels, 1<sup>er</sup>. conf. maire. } *Députés de la ville*  
Marcon, avocat. } *du Pouzin.*

De Celier, officier d'infanterie.

Reynier, consul, } *Députés de*  
Faugier, consul, } *Gourdon.*  
Monnier, greffier,

De la Chefferie, écuyer.

D'Alayrac, chevalier de St Louis.

De la Valette de Chabriol, officier de cavalerie.

Talancieu, 1. consul de Boulieu.

De L'isle de Charlieu.

Clusel, 1. consul, maire de Viviers.

Le Baron de Rochefauve.

Julien de Viviers.

Le Chevalier de Fay-Solignac.

Favet, propriétaire foncier.

Dubois de Séverac.

X Agreil, curé de St. Julien-Chateau-neuf en  
Boutières.

De Toron.

Bernardy, seigneur des Eperviers.

Le Marquis du Solier-Griottier.

De Barruel.

De la Salve du Fayn, officier au Régiment de  
Lyonnois.

Darnaud, avocat.

Bouvié, aîné, négociant.

Richer, Notaire.

Bernard de St. Nazaire, officier au régiment



de Barrois.

J. A. Mouline, négociant.

Pujolas, avocat.

Comte de Chauliac, 1. Consul } de Vessaux.

Reinier, 2. Consul.

Sargeas-Champanhet, avocat.

Tourrette, consul & député de St. Martin le supérieur.

La Pize, consul } de la commu-

Ranc, consul.

Dardet, greffier.

nauté de Saint-

Cièrgue.

De Sautel, député de la communauté de St. Etienne de Serres.

Guilhon, député de la paroisse de St. Pierre-la Roche.

Mognier, consul & député de la paroisse d'Ajoux

Roger, officier d'infanterie.

Grel-Paret, propriétaire foncier.

Moreau de Bonrepos.

Le Chevalier de la Valette-Chabriol.

Meyffonnier de Châteaueux.

Moreau de Brugnieres.

De Tallard.

Chevalier d'Hilaire de Joviac.

Monneron aîné, ancien intendant de l'Inde.

Chanel, avocat du Roi en la Sénéchaussée d'Annonay.

Chapuis, greffier en chef de la Sénéchaussée d'Annonay.



De Lombard , Procureur du Roi en la Séné-  
chaussée d'Annonay.

Bollioud de Brogieux.

Bollioud de Tartura.

Chaniel-Lachava , propriétaire foncier , avocat  
en Parlement , & Juge général du Mande-  
ment de la Chieze.

---

*VILLES ET COMMUNAUTÉS DU  
VIVARAIS , qui ont délibéré d'assister par  
leurs Députés , à l'Assemblée des Trois-  
Ordres du Pays , tenue à Privas , le 17 Dé-  
cembre 1788 , & jours suivants , & qui ont  
adhéré à l'arrêté ci-dessus :*

---

*Noms des Villes , &  
Communautés.*

*Noms des Députés.*

---

*Messieurs :*

|   |   |
|---|---|
| La Ville d'Annonay , par<br>Délibération du 14 Dé-<br>cembre 1788 , | Gacon , premie<br>r Consul , Malgon-<br>tier. |
|---|---|



*Villes & Communautés du Vivarais , qui ont délibéré d'assister par leurs députés à l'Assemblée des Trois-Ordres du Pays, tenus à Privas , le 17 Décembre, 1788, & jours suivans , & qui ont adhéré à l'arrêté ci-dessus.*

*Noms des Villes & Communautés*

*Noms des Députés: Messieurs.*

La Ville d'Annonay , par Délibération du 14 Décembre, 1788.

Gacon, 1er. conf-  
Malgontier,

La Ville de Largentiere, par Délibération du 4 Décembre. 1788,

L'Abbé de Fages  
de Rochemeure ;  
de St. Julien Vine-  
zac, le Baron de  
St. Pierre-Ville,  
Roure, Rouchon,  
Rouviere du Co-  
lombier, Gimond.

La Communauté de Fau-  
geres , par Délibération  
du 7 Décembre, 1788.

Deschanel, 1er.  
Consul.

La Communauté de Pay-  
zac, par délibération du 7  
Décembre 1788,

Deschaud 1er.  
Consul.

La Communauté de St  
Jean de Pourcharesse, par  
délibération du 8 Décem-  
bre 1788.

Turrel 1er. con-  
sul.



| Noms des Villes &<br>Communautés.   | Noms des Députés.             |
|---|-------------------------------|
| La Communauté de St.<br>Martin-l'Inferieur, par dé-<br>libération du 14 Décem-<br>bre 1788. | Messieurs.<br>Julien Guilhon. |
| La Communauté de St.<br>Etienne-de-Serres, par dé-<br>libération du 15 Décem-<br>bre 1788.  | De Sautel.                    |
| La Communauté de St.<br>Apollinaire, par délibéra-<br>tion du 15 Décembre 1788.             | Fontbonné.                    |
| La Communauté de St.<br>Julien du Gua, par déli-<br>bération du 15 Décem-<br>bre 1788.      | Rourin.                       |
| La Communauté de St.<br>Martin le Supérieur, par<br>délibération du 14 Décem-<br>bre 1788.  | Tourrette, consul.            |
| La Communauté de Clui-<br>as, par délibération du<br>14 Décembre 1788.                      | Mercier.                      |
| La Communauté de St.  | Guilhon.                      |



Noms des villes &  
Communautés

## Noms des Députés

Messieurs.

Pierre-Laroche, par délibération du 15 Décembre 1788.

Descours

La Communauté d'Issamoulenc, par délibération du 16 Décembre 1788.

La Communauté de St. Ville, 1<sup>er</sup>. consul  
Gilles de Mezilhac, par délibération du 14 Décembre 1788.La Communauté de De- Gaillard de Tour-  
faignes, par délibération rette, Conseillers  
du 14 Décembre 1788 en la Sénéchauf-  
sée d'Annonay,  
Ranc des Sauvages.La Communauté de St. Lafont Gerland,  
Julien-Darcival, dit Mar-Avoc. en Parlem-  
cols, par délibération du  
14 Décembre 1788.La Communauté de St. Saramejane, cons.  
Pierre-le-Deschauffelat,  
par délibération du 30 No-  
vembre 1788



Noms des Villes &  
Communautés

Noms des Députés.

Messieurs.

La Communauté de St. Berrion de Beau-  
Bazile, par délibération du repaire, Mercier,  
15 Décembre 1788. Duperier.

La Communauté de St. Chazallet, 1 conf.  
Cineix Lachamp, par dé-  
libération du 14 Décem-  
bre 1788.

La Communauté de Ma-  
cheville, par délibération  
du 14 Décembre 1788. Maleval.

La Communauté de St. Beauthiac, conf.  
Vincent de Barrés, par dé-  
libération du 15 décembre 1788. Faure, Vignal,  
Guilhon.

La Ville, de S. Agreve, Le Maigre de  
par délibération du 12 Dé-  
cembre 1788. Laulanhier, Prieur  
curé de S. Agreve.  
Julien de Baumes.

Nz. Les Communautés ou Juridic-  
tions de la Banlieue, au nombre de  
quatorze, ont adhéré à la Délibéra-  
tion de la Communauté de S. Agreve,  
en chargeant de leurs pouvoirs les  
mêmes Députés. De Talode du  
Grail, Ecuyer.  
Choisin, Conf.  
de Flossac.



Noms des Villes &  
Communautés.

Noms des Députés.

Messieurs.

La Communauté de St. Milhot, 1. conf.  
Fortunat, par délibération Sonier de Boneton,  
du 14 Décembre 1788. Reymondon.

La Communauté de st. Vivelet, consul.  
Sauveur des Sallèles, par  
délibération du 16 Décem-  
bre 1788.

La communauté de st. De Château-vieux  
Sauveur de montagut, par  
délibération du 15 décembre  
1788.

La Communauté du Pou-de Barrés, Dumou-  
zin, par délibération du 8 lard, Marcon, 1<sup>er</sup>.  
Décembre 1788. consul-Maire.

La communauté de Borée, Agreil curé de  
par délibération du 14 Dé- Châteauneuf, de  
cembre 1788. Loire, Avocat en  
Parlement, Faure  
Delubac, Avocat  
en Parlement.

La Communauté de St. Agreil, Curé de  
Martin-de-Valamas par dé- château-neuf & S.  
libération du 14 Décem- Julien de Loire,  
bre 1788.



Noms des Villes &  
Comm unautés.

## Noms des Députés.

Messieurs.

av. en Parlement.

Faure de Lubac ,

av. en Parlement.

La Communauté de St. Michel-de-Chabrilanoux , renche , Gaude-  
par délibération du 16 Dé-  
cembre 1788.

J. Laville , Au

La Communauté de La-  
maître , par délibération  
du 14 Décembre 1788.

Sabarot , Juge

de Lamastre.

La Communauté de Baix  
sur baix , par délibération  
du 11 Décembre 1788.

De Suarez Marq.

d'Aulan . Toulou-

se, curé, Cham-

panhet Av. en par-

lement. Vincent,

Av. en parlement.

La Communauté de st.  
Felix , par délibération du  
15 Décembre 1788.

Desbois, Pr. curé.

La ville du Cheylard, par  
délibération du 15 Décem-  
bre 1788.

Du Fay , 1er.

Consul.



| Noms des Villes &<br>Communautés.   | Noms des Députés.<br>Messieurs.   |
|---|---|
| La Communauté d'Aps,<br>par Délibération du 30<br>Novembre 1788.                        | Beraud, 1 <sup>er</sup> .<br>conf. d'Aps.   |
| La Communauté du Teil<br>Vicomte de Melas, par dé-<br>libération du 23 Nobembre<br>1788 | Espiard, 1 <sup>er</sup> . conf.  |
| La Communauté de Thi-<br>nes, par délibération du 10.<br>décembre 1788.                 | Comte, consul.  |
| La Communauté d'A-<br>lissas, par Délibération du<br>14 Décembre 1788.                  | Bautheac 1. conf.<br>Guerin gref. conf.<br>Benoit gamonet,<br>second conf. Ma-<br>thieu Bautheac. |
| La Communauté de Beau-<br>châstel, par Délibération<br>du 14 Décembre 1788              | Blache, av. en<br>parlement, garnier<br>seigneur direct de<br>pierregourde.                       |
| La Communauté des no-<br>nieres, par Délibération<br>du 15 décembre 1788                | Tourasse, Notaire.  |
| La Communauté de St.<br>Julien-la Brouffe par délibé-<br>ration du 15 décembre 1788     | Tourasse, Notaire.  |



| Noms des Villes &<br>Communautés.   | Noms des Députés.<br>Messieurs.   |
|---|---|
| La Communauté de St. Maurice, par Délibération du 16 décembre 1788.         | Tinlaud, tinlaud, Violet.   |
| La Communauté de St. Cierge la Serre, par délibération du 14 Décembre 1788. | Lapize, Combe, Rezier 1. Consul.  |
| La Communauté de Pierre-Gourde, par Délibération du 15 Décembre 1788.       | D'auteville prieur<br>Curé Bois d'autus-<br>fac, Etienne, Ju-<br>ventin.  |
| La Communauté de Vernoux, par Délibération du 16 Décembre 1788.             | Arnaud, Cure,<br>pourret.<br>Monneron Chanoi-<br>ne, dubai seigneur   |
| La Ville de Tournon, par Délibération du 12 Décembre 1788.                  | de St. Cierge, de-<br>neffet, doct. med.<br>boutaud fils, Avo.  |
| La Ville de la Voute par Délibération du 12 Décembre 1788.                  | Rasclas pr. Curé.<br>de royas tardy de<br>labrossi, Chevalier<br>de St. Louis Cap.<br>d'artillerie fonneu-<br>ve av. en parlement |



( 131 )

Noms des Villes &

Communautés

Noms des Députés  
Messieurs.

Molier de Vien-  
ne, av. en parle-  
ment.

La Communauté de St. Julien-le Roux, par Délibération du 16 Décembre 1788, Sonier de La-boissière.

*Communautés qui ont adhéré, sans envoyer des Députés.*

St. Felicien, par son arrêté du 15 Décembre 1788.

Bozas, par son arrêté du 15 Décembre 1788

Colombier-le-Vieux, par son arrêté du 15 Décembre 1788.

Estables, par son arrêté du 15 Décembre 1788.

Boulieu, par son arrêté du 13 Décembre 1788

St. Victor, par son arrêté du 13 Décembre 1788.

Boucieu le Roi, par son arrêté du 13 Décembre 1788.

K



Juridictions qui ont adhéré , & dont l'affis-  
tance est certifiée par le Juge.

| <i>Noms de Juridictions.</i> | <i>Noms des Juges.</i> |            |
|------------------------------|------------------------|------------|
|                              | Messieurs.             |            |
| St. Romain la Déserte.       | }                      | Testud.    |
| Montrond.                    |                        |            |
| Freycenet.                   |                        |            |
| la Chapelle.                 |                        |            |
| Satillieu                    | }                      | Tavernier. |
| Lalouvese.                   |                        |            |
| St. Pierre des Machabées.    |                        |            |
| Veyrines.                    |                        |            |
| St. Simphorien de Mahun.     |                        |            |
| St. Jeure.                   |                        |            |
| Preaux.                      |                        |            |
| Vaudevant.                   | }                      | Boutaud.   |
| St. Silvestre.               |                        |            |
| La Rivoire.                  | }                      | Frachon.   |
| Ville , en Vocance.          |                        |            |
| Vanosc.                      |                        |            |
| Gerlande.                    |                        |            |
| Quintenas.                   |                        |            |
| Andance.                     | }                      |            |



Juridictions qui ont adhéré , & dont l'affis-  
tance est certifiée par le Juge.

| <i>Noms de Juridictions.</i> | <i>Noms des Juges.</i> |            |
|------------------------------|------------------------|------------|
|                              | Messieurs.             |            |
| St. Romain la Déserte.       | }                      | Testud.    |
| Montrond.                    |                        |            |
| Freycenet.                   |                        |            |
| la Chapelle.                 |                        |            |
| Satillieu                    | }                      | Tavernier. |
| Lalouvese.                   |                        |            |
| St. Pierre des Machabées.    |                        |            |
| Veyrines.                    |                        |            |
| St. Simphorien de Mahun.     |                        |            |
| St. Jeure.                   |                        |            |
| Preaux.                      |                        |            |
| Vaudevant.                   | }                      | Boutaud.   |
| St. Silvestre.               |                        |            |
| La Rivoire.                  | }                      | Frachon.   |
| Ville , en Vocance.          |                        |            |
| Vanosc.                      |                        |            |
| Gerlande.                    |                        |            |
| Quintenas.                   |                        |            |
| Andance.                     | }                      |            |



Thorenc.

St. Etienne de Valoux.

Vernosc.

Talencieu.

St. Cyr.

St. Desirat.

Frachon.

Pieces relatives à l'adhésion de Messieurs  
les Barons & Baillifs d'épée du Vivarais , à  
l'arrêté des Trois-Ordres assemblés à Privas,  
le 17 Décembre 1733 & jours suivants.

Copie d'une Lettre écrite par Mr. le Mar-  
quis de la Tourrette , Seigneur & Baron de  
Chalancon.

*A Tournon , le 24 Janvier 1789.*

« Messieurs, je viens d'être informé qu'on  
» répandoit dans le Bas-Vivarais , que j'avois  
» désapprouvé la conduite de Mr. Pourret ,  
» Juge de mes Terres, dans l'adhésion qu'il  
» avoit donnée en mon nom à l'Assemblée  
» de Privas.

« Je n'ai pû ni dû m'attendre à cette  
» inculpation calomnieuse.... Ma conduite  
» ne pourroit, ce me semble, être suspecte,  
» M. Pourret, est trop prudent pour avoir  
» adhéré sans mon aveu, bien sûr d'être  
» démenti formellement par moi, s'il l'eut



„ osé prendre sur lui : mon adhésion par  
„ lui donnée à Messieurs les Commissaires ,  
„ d'Annonay , ne laisse aucun doute a cet  
„ égard. „

„ J'attends de votre justice , Messieurs ,  
„ que vous voudrez bien , en publiant ma  
„ Lettre , détruire un soupçon aussi odieux ,  
„ & dont j'osois me croire à l'abri , par une  
„ conduite qui n'a jamais cessé d'être fran-  
„ che & loyale , & qui m'a valu jusqu'à pré-  
„ sent , la récompense la plus flatteuse pour  
„ un bon Citoyen , l'estime de ses Compa-  
„ triotes.

„ J'ai l'honneur d'être avec un respectueux  
„ attachement , Messieurs , votre très-humble  
„ & très-obeissant serviteur. *le Marquis*  
„ *de la Tourrette*, signé.

Et sur l'enveloppe est écrit , à *M. Espic*,  
*Commissaire des Trois-Ordres du Vivarais , à*  
*Aubenas.*

Fragment d'une Lettre écrite par Mr. Es-  
pic Secrétaire des Trois-Ordres , à Mr. le  
Comte de Balazuc , Président des mêmes Or-  
dres ,

le 30. Janvier 1789

„ Approuverez-vous, Monsieur le Comte,  
„ que dans la liste des adhésions qui seront



„ mises à suite des arrêtés de l'Assemblée de  
 „ Privas , je mentionne l'assurance que vous  
 „ lui avez donnée , que Mr. le Comte de  
 „ Vogué , propriétaire de quatre Baronnie  
 „ du Vivarais , vous avoit écrit qu'il adhéroit  
 „ d'avance à toutes les résolutions qui y se-  
 „ roient prises , pour le bien & l'avantage  
 „ du Pays : il est bien juste de ne pas ravir à  
 „ ce Seigneur , la gloire & le mérite d'avoir  
 „ donné aux autres Barons , l'exemple , si-non  
 „ du sacrifice absolu des privilèges de ses Ba-  
 „ ronnie , au moins de toute démarche pour  
 „ les défendre , & de son vœu porté aux  
 „ pieds du Trône , de voir rendre à son Pays  
 „ le droit naturel , & le seul constitution-  
 „ nel , de s'administrer lui-même , & de lui  
 „ voir reconquérir ce droit par l'anéantif-  
 „ sement des siens propres „ *Espic* , signé.

Fragment de la Lettre en réponse de M.  
 le Comte de Balazuc , à M. Espic , du 4  
 Février 1789

„ J'ai envoyé à M. Rouffel la copie de  
 „ la Lettre du Comte de Vogué , en con-  
 „ firmation de la première dont j'ai eu l'hon-  
 „ neur de parler à notre Assemblée : il mé-  
 „ rite une place distinguée parmi ceux qui  
 „ sacrifient plus d'intérêt au patriotisme , &



„ à leur amour pour leur pays ; j'ai l'Or-  
„ ginal en mon pource & vous pouvoir ci-  
„ ter tout ce que j'ai dit à cet égard.  
„ *Balazuc*, signé. „

Lettre écrite par M. le Comte de Vogué,  
à M. le Comte de Balazuc.

„ à Dijon le 30 Décembre 1788.

„ On m'a envoyé, mon cher cousin, la  
„ copie des Délibérations prises à l'Assém-  
„ blée de Privas, dont je n'ai été instruit  
„ que depuis environ huit jours, sans sa-  
„ voir même de quoi il devoit y être ques-  
„ tion ; mais je me réfère à ce que je vous  
„ avois précédemment marqué, qui étoit  
„ d'adhérer à tout ce qui y seroit résolu pour  
„ l'avantage du Pays, parce que ce vœu  
„ l'emporte chez moi, sur-tout autre : M.  
„ Roussel, qui m'a fait passer la susd. copie,  
„ m'a marqué que vous avez bien voulu ma-  
„ nifester pour moi, à l'Assemblée, ma façon  
„ de penser, je vous en fais tous mes re-  
„ merciements, & s'il est encore temps de  
„ sanctionner mes sentimens à cet égard, dans  
„ le Verbal de la susd. Assemblée, je vous  
„ serai très obligé de les y faire inscrire.

*Vogué*, signé.



Et sur l'enveloppe est écrit, à M. le Comte  
de Balazuc , à Chomerac.

Fragment , d'une Lettre écrite par Mes-  
sieurs les Députés du Vivarais , à Paris , à  
M. Espic , Secrétaire des Trois-Ordres ,  
le 26 Janvier 1789.

„ Monsieur le Marquis de Rochemore ,  
„ Baron de St. Remeze , & des Etats du  
„ Vivarais , a envoyé aujourd'hui son adhé-  
„ sion par Lettre adressée à M. de Satillieu. „

Copie d'une Lettre écrite par M. le Comte  
de Rochemore propriétaire de seigneuries en  
Vivarais.

„ Messieurs , j'ai reçu l'Arrêté des Trois-  
„ Ordres du Vivarais , que vous m'avez fait  
„ l'honneur de m'adresser ; tous les principes  
„ sont certainement de la plus exacte jus-  
„ tice , & j'y adhère de tout mon cœur.  
„ Je suis avec respect , Messieurs , votre  
„ très-humble & très-obéissant serviteur ,

*Le Comte de Rochemore , signé , à Galar-  
gue le 16 Janvier 1789 , & sur l'enveloppe  
est écrit ; à Messieurs les Commissaires des  
Trois-Odres , à Annonay.*



---

*NOMS de Messieurs les Barons du Viva-  
rais , qui ont adhéré :*

M. le Comte de Vogué , Maréchal de camp ,  
Baron de . . .

{ Vogué.  
Aubenas.  
Montlor.  
Joyeuse.

M. le Marquis de  
Maubourg , Baron de . . . *Boulogne ;*

M. le Marquis de la  
Tourrette , Baron de *Chalancon*

M. le Marquis de  
Rochemore , Baron de . . . *St. Remeze ;*

---

*Nota.* Il ne manque au Vivarais , que l'adhésion des Hé-  
ritiers de Mr. le Prince de Soubise , dont l'intention ne peut  
être manifestée , qu'après le partage qui aura déterminé les  
lots respectifs , celle de M. le Duc d'Uzès , Baron de Crussol ,  
qu'on annonce être dans les dispositions les plus favorables ;  
& celle de Mr. le Comte de Brizon , Baron de Largentiere ,  
l'un de Gentilhommes les plus distingués du Vivarais , dont  
le dévouement connu pour son Pays , & les sentimens ex-  
primés dans les arrêtés de la Noblesse du Dauphiné , où il ré-  
side , ne permettent point de regarder l'adhésion comme dou-  
teuse.



